

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 35 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 27 septembre - 4 octobre 2023

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU À PIED D'ŒUVRE Ariel Henry ignore la nature de la force militaire internationale à déployer en Haïti

Le président du Kenya sait ce qu'elle ne sera pas, mais non ce qu'elle sera

Par Léo Joseph

L'impasse dans laquelle s'est enfoncé le déploiement de la force de sécurité internationale

pour venir en aide à la Police nationale d'Haïti, en sus d'en finir avec les gangs armés, persiste. La date prévue pour que le secrétaire général présente

au Conseil de sécurité le contour de ce contingent spécial robuste international, sans qu'elle soit objectivement définie, traîne encore. Bien que

les partis prenantes de cette démarche aient réitéré ou confirmé leurs engagements,

sécurité. Car, le flou domine toujours les requêtes et les suggestions. Mais la 78^e As

DE NOUVELLES DISPOSITIONS DE LA PNH Création d'une unité spéciale pour combattre les gangs

Attaque d'un gang à Saut-d'Eau, la PNH a riposté



Les nouveaux blindés que les policiers auront à leur disposition.

Les bandits de Canaan, dont le chef s'appelle Jeff (ainsi connu), ont mené une attaque meurtrière sur Saut-d'Eau, le vendredi 22 septembre, tuant plusieurs citoyens et blessant plusieurs autres, en sus de prendre d'autres otages. Les malfrats ont, en outre volé plusieurs véhicules avant de piller ensuite incendié le sous-commissariat de cette juridiction.

Selon des informations communiquées par des riverains, pas moins de 12 civils ont été tués,

Suite en page 2



Après l'attaque des gangs, à Saut-d'Eau, interviennent musclée de la Police.

par rapport à cet objectif, aucun des États en présence ne sait encore comment expliciter les exigences du Conseil de

semblée générale de l'ONU s'est terminée sans combler

Suite en page 3



BELLE VICTOIRE MAIS POUR COMBIEN DE TEMPS !WOMEN GOLD CUP 2024

Haïti bat Costa Rica 1-0; (mi-temps 0-0)

But : Nérilia Mondésir (2e mi-temps)

Stade national FELIX Sanchez : République dominicaine



Nérilia Mondési marquant le but victorieux.

La Sélection nationale a fait une belle entrée, dans la toute nouvelle Gold Cup de la CONCACAF, battant son principal adversaire de Groupe, Costa Rica (1-0), dans ce match que les Haïtiennes ont dominé, de bout en bout, ra tant de multiples opportunités de buts, à un point tel qu'un score plus élevé aurait mieux reflété la physionomie d'un match dominé largement par les Haïtiennes, qui ont été tranquilles, tout au long de la partie, même si cette victoire fut lente à se dessiner ayant été concrétisée dans le dernier quart

Suite en page 16

HAPPENINGS! AN ANALYSIS

Devoid of leadership, Haiti's future is decided by others, and that has spawned Haitian nationalism in the country and beyond

By Raymond A. Joseph



Former Dominican President Leonel Fernandez, the voice of reason.

Who would have thought that it would have taken the current situation of Haiti, besieged by internal and external problems to spawn the nationalism of its daughters and sons both at home and on foreign soil!

Reportedly, Haiti faces another foreign occupation that doesn't spell its name, due to the country having fallen under the rule of gangs. Forget that these armed bandits proliferated under

Continued on page 7

DE NOUVELLES DISPOSITIONS DE LA PNH

Création d'une unité spéciale pour combattre les gangs

Attaque d'un gang à Saut-d'Eau, la PNH a riposté

Suite de la page 1

lors de cette attaque, en sus de 17 autres blessés. Les criminels ont ensuite enlevé 17 autres personnes, tandis que 10 autres encore sont portées disparues. À ce bilan s'ajoutent 15 véhicules qui ont été emportés par les bandits, à Saut-d'Eau, dans le Plateau-Central. Au cours de cette même attaque que 15 véhicules ont été volés.

Dans leur fureur, les criminels ont aussi livré aux flammes le sous-commissariat de Police. Un nombre, jusqu'ici inconnu, de personnes ont fui leurs maisons, pour échapper à la fureur des bandits.

Les mêmes bandits devaient retourner sur les lieux du crime, le lundi 24 septembre, pour achever leur sale besogne, ayant, cette fois, dirigé leur attaque également sur Mirebalais, contre l'hôpital de référence d'Haïti. Cet acte a vraiment jeté la panique, au sein de la population.

Cet acte criminel, contre l'Hôpital de Mirebalais, a été initié tôt, dans la matinée du lundi, quand l'immeuble principal a été criblé de balles. Le personnel médical, désarmé, a lancé des appels urgents à la Police nationale pour qu'elle

se porte à leur secours. Mais, comme d'habitude, les forces de l'ordre ne sont jamais en mesure de lancer une riposte opportune, à l'occasion d'une attaque inopinée.

Les informations relayées par des médias ont indiqué que des fenêtres ont été brisées sous l'impact des projectiles. Le personnel médical s'inquiète du fait s'inquiète du fait qu'il ignore si le secours de la Police viendra à tant pour délivrer le délinquant de ce tourment, vu qu'il n'y a aucune possibilité de transférer les patients à des abris sûrs.

Qu'il soit dit que l'attaque perpétrée dirigée sur Saut-d'Eau avait été attribuée au gang de Canaan qu'on prétend être l'allié de « Cinq Seconde », dirigé par Johnson André, alias Izo, dont le fief se situe à Village de Dieu, à l'entrée sud de la capitale.

La négligence de la Police dénoncée

Bien que la Police ait été informée de cette attaque, elle n'a pas menée une riposte ponctuelle, qui aurait pu se solder par une confrontation directe avec les criminels. Citée par Franklyn Geffrard, de l'organe de presse en ligne *RhiNews*, Marie Andrée Thélus, agente

exécutive intérimaire de Saut-d'Eau, a fait savoir que les bandits avaient envahi la ville depuis tôt la matinée et n'ont commencé leur attaque que dans l'après-midi. Pourtant, dit Mme Thélus, l'intervention de la PNH s'est produite le lende-

nel de la veille. Selon des informations, qui ont été corroborées par l'ex-député Abel Descollines, au moins six malfrats ont été capturés par la populace qui les ont exécutés avant de les mutiler et de livrer leurs cadavres aux flammes, dans la

les criminels à l'échelle nationale. Ce force spéciale se compose de plusieurs brigades spécialisées. Qui a été déployée contre les criminels. Dans ce cas, on devrait s'attendre à une institution plus visible sur le terrain. On souhaite qu'elle soit plus mobile et spontanée et capable de se diriger sur les lieux d'une attaque par des gangs armés en temps réel.

Il faut souhaiter que cette nouvelle brigade spéciale soit dotée de moyens pour lancer les opérations visant à démanteler réellement les foyers de criminels, de telle sorte que les victimes potentiels ne soient laissées comme chair à canon aux bandits.

Au temps qu'on sache, dans le passé, quand les forces de l'ordre dirigent une attaque sur les positions des criminels et qu'ils sont mis en déroute. Ces derniers attendent que les forces de l'ordre se retirent, car elles retournent à leurs bases, une fois les opérations effectuées, laissant les communautés prises pour cibles à la merci des criminels, qui ne tardent pas à revenir sur place pour commettre des actes de représailles.

Aucun doute, la nouvelle brigade de la PNH a du pain sur la planche !



Frantz Elbé, le directeur général de la PNH, doit se féliciter de la mise sur pied de cette nouvelle brigade. Mais...

main du massacre des citoyens. Marie Thérèse Thélus a ajouté que l'unique véhicule dont dispose la Police s'ajoute aux 15 autres que les bandits ont emportés.

Mais, d'un autre côté, des membres de la communauté de Mirebalais révoltés par cette restée impunie par la PNH, ont lancé une opération antigang, dans la matinée du mardi 26 septembre, contre des membres du gang de Canaan, celui qui avait perpétré l'acte crimi-

meilleure tradition du mouvement « *Bwakale* ».

Rappelons que, en attendant que débarquent le Kenya, à la tête de ce contingent de policiers constituant une force spéciale composée de plusieurs pays, en vue de prêter main forte à la Police haïtienne dans le « *déchoukage* » des gangs armés l'institution policière a mis sur pied une nouvelle brigade dite provisoire de lutte contre les bandits. Sa vocation consiste à déraciner



L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU À PIED D'ŒUVRE Ariel Henry ignore la nature de la force militaire internationale à déployer en Haïti

Le président du Kenya sait ce qu'elle ne sera pas, mais non ce qu'elle sera

Suite de la page 1

les attentes sur une situation certaine sur le déploiement de cette mission.

Ariel Henry a de bonnes raisons d'être patient, persistant à réitérer sa requête d'un déploiement de force de sécurité de la communauté internationale, depuis bientôt un an qu'il se fait rouler par ses tuteurs. On est tenté de croire que la patience qu'il affiche, dans ce dossier, s'inspire de sa connaissance des objectifs poursuivis par ses supporteurs, qui ne cessent de multiplier les initiatives, sauf celles impliquant des engagements concrets.

En effet, dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU, vendredi 23 septembre, le Premier ministre de facto d'Haïti a cru nécessaire de rappeler aux membres présents, à ce forum, tout ce qu'ils entendent et observent depuis des années. Surtout la dégradation systématique et progressive de toutes les crises s'abattant en même temps sur le pays.

Il a commencé par ces phrases : « C'est une crise structurelle et multidimensionnelle qui a impacté nos institutions et qui empêche le développement économique et le progrès social. Elle a atteint aujourd'hui sa phase critique avec la dégradation de la situation sécuritaire, où la population subit quotidiennement les attaques violentes des gangs armés qui contrôlent plusieurs quartiers de la capitale et de certaines villes de province. Ils assassinent, incendient, pillent, volent, violent avec une rare cruauté. Ils chassent les habitants de leurs maisons, bloquent les routes et contraignent les écoles, les hôpitaux et les commerces à fermer

leurs portes »,

Plus loin, insistant sur la situation d'insécurité ambiante quasi omniprésente, M Henry a souligné : « La détérioration de la situation sécuritaire, ces dernières semaines, a engendré une nouvelle crise humanitaire avec des déplacés qui occupent de façon spontanée plusieurs sites pour échapper à la violence des gangs. Plus de 25 écoles de la capitale sont investies par les déplacés internes, estimés à plus de 16.500. Ils font face à de graves difficultés et vivent dans des conditions infrahumaines. La menace sanitaire est aussi présente, avec des cas de choléra signalés dans certains sites. Ce qui augmente le risque de transmission et pose un vrai problème de santé publique pour la population »,

De toute évidence, la première partie de son intervention est consacrée à la plaidoirie en faveur de sa demande de déploiement d'une force de sécurité militaro-policière en Haïti, pour venir en aide à la Police nationale, qui tarde à se concrétiser, malgré l'aggravation, au quotidien, de la situation sécuritaire d'Haïti.

Le conflit déclenché autour du canal sur la Rivière Massacre abordé

Si Ariel Henry s'était, dans un premier temps, retranché dans un mutisme révoltant, par rapport à la crise du canal sur la Rivière Massacre orchestrée unilatéralement par le président Luis Abinader, de la République dominicaine, qui a attiré sur lui une levée de boucliers universellement haïtienne, il n'a point hésité, dans un second temps, à se ressaisir dans son discours du vendredi 23 septembre, par-devant l'As

semblée générale de l'ONU. Face à la montée des adhésions d'appui voué aux paysans de Ouanaminthe mobilisés comme un seul homme, dans la construction du canal, quasiment tous les Haïtiens,



Le président du Kenya William Ruto, anxieux d'attendre le verdict de Conseil de sécurité.

semblée générale de l'ONU. Face à la montée des adhésions d'appui voué aux paysans de Ouanaminthe mobilisés comme un seul homme, dans la construction du canal, quasiment tous les Haïtiens, tant au pays qu'en diaspora, s'agglutinent sur ce projet, désormais expression de la souveraineté nationale. Dès lors, le Premier ministre de facto, au risque de s'exposer à un véritable bras de fer avec les militants politiques, à l'échelle nationale, n'avait d'autre choix que de changer son fusil d'épaule. Quoique ses partisans aient sauté sur sa position nationaliste exprimée devant le monde pour lui décerner un satisfecit, cela ne lui confère pas la légitimité dont il est privé. Car il reste un employé de la communauté internationale dans quasiment toutes ses politiques. D'ailleurs, s'il s'était exprimé et avait pris des décisions politiques conformes à son intervention sur la crise du canal sur la Rivière Massacre, il aurait trouvé tout le peuple haïtien à ses côtés.

Faire le suivi du dossier du canal d'égal à égal avec Abinader

Avant de se prononcer avec la fermeté nécessaire sur la crise du canal sur la Rivière du Massacre, Ariel Henry avait affiché une attitude de vassal, face à Luis Abinader. Devant l'Assemblée générale de l'ONU, autrement dit, il a profité de cette occasion pour montrer à ce dernier de quel bois il se chauffe. Cette étape franchie, il reste à voir comment va évoluer ce dossier, si des raisons politiques ou diplomatiques inavouées l'obligent à baisser pavillon devant le président dominicain. Surtout que des informations crédibles faisant le tour des raisons sociales font état de la gestion, par le gouvernement dominicain, de dossiers sensibles, dont l'État haïtien devrait se mettre aussi de la partie.

En effet, on parle de l'intention des autorités de la partie de l'est de l'île de « récupérer », ou de relancer un projet d'aménagement d'un douzième canal sur cette même Rivière Massacre, du côté dominicain. Si les faits signalés à cet égard se confirment, le gouvernement haïtien va-t-il adopter une attitude passive et laisser faire aux Dominicains, sans connaître les tournants et aboutissants de cet éventuel projet ? Les études scientifiques préalables aux travaux en visagés ont-ils été faites ou en voie de l'être avant de les communiquer à la partie haïtienne ?

D'autre part, il semble qu'un autre projet, encore plus important, serait à l'ordre du jour, qui devrait préoccuper au plus haut point les gouvernants haïtiens. Il s'agit de l'exploitation d'une mine d'or, dans le cadre d'un contrat entre une société canadienne et le gouvernement dominicain.

Il est, en effet, rapporté que ce gisement de ce métal précieux se trouverait sur le territoire dominicain, à Dajabon, à la frontière avec Haïti, dont le plus fort pourcentage se trouverait du côté haïtien. Ici encore, dans la mesure où l'équipe Henry passe pour maître dans la gestion, dans l'opacité, de la chose publique, faut-il croire que des informations précises

sont à l'ordre du jour, et que le Premier ministre de facto devrait mobiliser une équipe d'experts capables de suivre le dossier avec compétence.

À la lumière de tous ces faits, il semble que Ariel Henry a du pain sur la planche et que le peuple haïtien va exiger qu'il s'adresse d'égal à égal à Luis Abinader.

Mais pour ce qu'il s'agit de la mission du chef du gouvernement de facto aux Nations Unies, à New York, s'ingéniant à faire croire que le déploiement d'une force spéciale militaro-policière, en Haïti, serait en bonne voie, rien n'est encore assuré, en dépit des apparences. La supercherie, qui caractérise depuis longtemps, ces démarches ne font que prendre des formes différentes.

En effet, à suivre les différents déplacements effectués à New York, à Nairobi, au Kenya, et ailleurs, personne n'émet de communiqués rassurants par rapport à la composition exacte de ces troupes, ni ne donne d'informations précises concernant les douze pays qui se seraient portés volontaires pour participer sous le leadership kenyan.

En tout cas, le plus grand patron des Nations Unies, les États-Unis, se montre plus entreprenant, à cet égard. Après que des réunions bilatérales, et même trilatérales aient eu lieu, en marge de l'Assemblée générale, à New York entre Ariel Henry, le secrétaire d'État américain Antony Blinken et le ministre des Affaires étrangères du Kenya; aussi bien qu'entre Ariel Henry et le président kenyan William Ruto, un protocole d'accord a été signé entre MM. Blinken et le chancelier kenyan. Ce protocole prévoit un investissement américain de USD 100 millions \$ dans le financement de la mission que Nairobi dit vouloir prendre le leadership.

Mais quoique disent et fassent ces grands potentats internationaux, dans le cadre de la propagande orchestrée

Suite en page 13

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

LES BRICS ET LE DOLLAR AMÉRICAIN

Interview avec l'économiste William Savary

Du 22 au 24 août dernier, les BRICS ont tenu leur quinzième sommet. Tel est l'initial des cinq pays qui forment ce bloc commercial et financier, composé du Brésil, de Russie, de l'Inde, et de la Chine plus l'Afrique du Sud. Ce grand événement a eu pour siège



William Savary

Johannesburg, dans ce dernier pays.

Les BRICS avaient de fortes ambitions, au départ, et voulaient créer une monnaie capable de rivaliser le dollar. Ils voulaient refonder complètement l'architecture du commerce international, retirer aux États-Unis l'hégémonie, dont ils ont toujours disposé et qu'ils détiennent encore. Il semble que l'ardeur de ce bloc se soit modérée sur la question de la dédollarisation. Par contre, ils tiennent toujours à contrebalancer l'hégémonie, non seulement des États-Unis, mais de tout l'Occident.

Pour faire le point sur ce quinzième sommet, les nouvelles présentations des BRICS, surtout en sachant qu'ils vont passer de cinq à onze pays, nous avons avec nous, l'économiste William Savary, en vidéo-conférence.

Serge Klang : Bonsoir William et Bienvenue à Metro News !

William Savary : Bonsoir Serge !

Serge : Voilà ! Bon, je disais qu'il y a six nouveaux entrants à partir du 1^{er} janvier 2024 : 6 pays qui seront admis comme membres. Ce sont, l'Iran, l'Argentine, à côté du Brésil, deux mastodontes de l'Amérique du Sud, l'Égypte, l'Éthiopie et puis deux producteurs majeurs de pétrole, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Alors que pensez-vous de l'orientation actuelle des BRICS ? Les chances de contrebalancer l'hégémonie américaine vont-elles s'accroître ?

William : Bonsoir Serge, bonsoir

Métropole, bonsoir Haïti, bonsoir tout le monde, souhaitons que les gens pensent que nous parlons de briques de construction.

Serge : Voilà pourquoi j'ai pris la peine de citer le nom des cinq pays fondateurs du BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

William : Soulignons, au prime abord, que ce n'est pas la première fois que des pays souverains ambitionnent de se fédérer, en cevoir des politiques visant à défer la dominance du dollar américain ; ou même, comme disent certains, à contrecarrer la présence hégémonique des États-Unis d'Amérique, donc de l'impérialisme américain.

Dans les années 60, il y a eu le mouvement des pays non alignés. L'Inde, à l'époque, était un des leaders de ce mouvement. Il y avait d'autres poids lourds, comme l'Égypte, alors dirigé par Gamal Abdel Nasser, Kwame Nkrumah du Ghana. Le mouvement des nations non alignées était également un mouvement international. Un de leurs slogans ne fut ni à droite, ni à gauche, mais en avant. D'où l'appellation non-aligné. D'ailleurs, ce mouvement constituait une réponse à la guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique d'alors.

Les non-alignés furent une des premières organisations à défer toute hégémonie, qu'elle soit de droite ou de gauche. Voilà, pour mémoire. Les non-alignés voulaient rester indifférents aux conflits d'intérêts qui opposaient deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique.

Depuis, d'autres alliances ont vu le jour. Aujourd'hui, nous avons les BRICS. C'est une coalition politique et économique dont la mission consiste à faciliter le commerce entre le Brésil, la Fédération de Russie, l'Afrique du Sud, l'Inde et la Chine. Il faut souligner que ces pays s'étaient sentis lésés par la décision de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du commerce ayant considérablement restreint leurs capacités à fabriquer ou à importer les vaccins nécessaires à leurs populations, pendant que le SIDA, et la COVID-19 faisaient ravages sur le continent africain.

Les pays membre du BRICS se trouvent sur la Route de la soie, adhérant aux principes de la non-ingérence, au marché libre et à la multipolarité, nouveau terme introduit pour mieux cerner le défi à l'hégémonie américaine.

Toutes les fois qu'il y a agglomération de politiciens, apparaissent également des objectifs poli-

tiques dans le débat. En dehors de l'hégémonie des USA, il y a le commerce entre les nations membres du BRICS, la prépondérance du dollar américain dans les règlements de compte au niveau international, la politique des États-Unis d'Amérique d'imposer des sanctions aux nations, qui résistent à leur agenda, comme, par exemple, l'homosexualité, déguisée d'un vernis de droit de l'homme.

Mais, fondamentalement, ce qu'il faut souligner, en dehors de toutes les discussions, qui peuvent surgir sur la fonction, la mission ou l'objectif des BRICS, ce que nous constatons, c'est vraiment une opposition à la philosophie de l'économie néo-libérale, le marché libre, le laisser faire. En Haïti, on disait, autrefois, le « *laissez grennen* ».

Comme il a été mentionné, les BRICS se dressent contre la notion de l'État, contrairement au membre des BRICS, qui ne veulent pas d'un État démissionnaire ou qui ne se mêle pas dans les affaires économiques d'un pays. Dans l'économie du marché, l'État joue un rôle de régulateur, et même ses règlements doivent être au minimum. Aux membres fondateurs, la carte suivante illustre les pays qui ont été invités à rejoindre les BRICS. Ils sont en bleu.

En présentant ce schéma, je veux porter à la connaissance de tout un chacun que les nations qui ont été invités sont des celles qui font du poids dans l'économie mondiale. Pour le Moyen-Orient, ont été invités des pays dotés de vastes réserves de pétrole et de gaz naturel. En l'occurrence, on constate la présence de l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Iran et les Émirats arabes unis. En rapprochant ces États de la Russie et de la Chine émerge la création d'un écho system dans lequel évolue un grand nombre de consommateurs et de grands producteurs de pétrole, ainsi que de gaz naturel ayant le contrôle de la rentrée du Gulf Hormuz et du canal de Suez. Le choix de ces pays colporte donc une portée géopolitique au monde des BRICS. Leur choix s'est dirigé sur l'Éthiopie, car à travers ce pays, s'ouvre une porte sur l'Afrique de l'Est.

Dans la mesure où le Gulf Hormuz, qui est une voie stratégique pour le transport du pétrole, les pays nouvellement invités à rallier cette nouvelle famille lui confère une dimension géostratégique. Il s'y joue le contrôle de la route du pétrole et le contrôle de ce produit stratégique.

Partez en Amérique latine

vous avez l'Argentine et le Brésil qui deux grands producteurs de soya, de maïs et de blé.

En Amérique Latine, les pays ayant donné leur adhésion aux BRICS représentent aussi de gros intérêts. Le Brésil, l'Argentine et le foncier en Ukraine, qui est actuellement sous le contrôle de



Serge Klang

la Fédération de Russie, montre qu'à l'intérieur de ce groupe évoluent les plus grands producteurs de pétrole du monde, ainsi que des monopoles de la production de céréales.

A partir de ces observations, il paraît clair qu'une réflexion stratégique profonde s'est faite au tour du cheminement des BRICS. À coup sûr d'autres ambitions apparaîtront. D'ailleurs, dans les médias, on parle de défis à l'impérialisme américain, à l'hégémonie du dollar, mais je pense que, plus profondément, couvent d'autres velléités.

Mais à l'évidence, les pilotes du secteur des BRICS veulent autre chose que la *dédollarisation*. Si vous prenez la Chine et la Russie, par exemple, le Brésil, l'Iran, un des pays qui a été invité, il y a l'Indonésie, ceux sont des pays où trône ce qu'on appelle les SOE (State-Owned Enterprises) joue un rôle prépondérant dans la croissance économique. Dans ces pays, l'État est très impliqué dans la production nationale. Ils sont diamétralement opposés à la philosophie néolibérale, où dirige l'État démissionnaire, totalement exclu de la production nationale, jouant plutôt le rôle d'organe de réglementation des affaires et non une entité qui devrait s'engager dans la gestion et la manufacture des biens et des services.

Donc, en dehors de l'aspect géographique, expansion territoriale, etc., il faut souligner qu'il y a deux points de vue philosophiques, deux notions de l'État, qui évoluent et qui se confrontent. Le tout pour répondre à la question de savoir quel système économique voulons nous : le capitalis-

me, basé sur le principe du laissez faire (*laissez grennen*) ; ou un capitalisme où la main de l'État fait prisonnier l'appareil de production.

Soulignons que le conflit entre l'Angleterre et l'Union soviétique découle de la révolution des Bolchevik. En 1917, ces derniers introduisirent sur le marché international un autre modèle de société. À l'époque, ce sont ce fut ce pays, qui avait l'hégémonie détenue présentement par les Américains. Il y a vraiment tout ceci en jeu. Donc, il faut vraiment faire attention, et lorsqu'on parle des BRICS, il faut surtout éviter de ne pas oublier que deux modèles de société s'affrontent.

Serge : Rapidement. William, les BRICS, tels qu'ils sont actuellement, avant l'arrivée de ces six nouveaux pays. À l'heure actuelle, ils représentent un quart de la richesse mondiale et 42 % de la population mondiale. Avec l'ajout des six autres pays, je pense qu'on va arriver à une espèce de fifty-fifty (cinquante-cinquante), et ils vont passer d'un quart de la richesse à probablement un tiers, et peut-être même un peu plus. Maintenant, une des mesures que les BRICS ont prises et dont ils n'ont pas encore parlé, qui, je crois, a toute son importance, c'est la création de cette nouvelle banque, la Banque de développement des BRICS. Elle a comme prétention de remplacer le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM).

William : Bon, écoutez, la première question relative à l'expansion territoriale, et malgré ce que ça représente, il faut dire que les États-Unis, le bloc du marché mondial et les BRICS, collectivement, comme ils sont aujourd'hui, voudraient constituer une famille où la production est immense. Cela ne veut pas dire, pour autant, qu'ils ont l'ambition de prendre le contrôle du marché.

Je pense qu'il serait bon de se calmer et de porter un coup d'œil très froid sur ces décisions. Leurs objectifs collectivement, c'est de créer la prospérité. Plus il y a de gens qui travaillent et produisent, plus il y a de gens à intégrer dans le marché, plus il y a de consommateurs à faciliter la consommation, plus il y a de production, et plus il y a de pouvoirs politiques, plus qu'il y a d'influence politique, donc ça c'est fondamental.

Serge : William, une question
Suite en page 5

LES BRICS ET LE DOLLAR AMÉRICAIN

Interview avec l'économiste William Savary

Suite de la page 4

ion rapidement. N'est-ce pas une bonne chose d'aborder la question des BRICS aujourd'hui de la même manière qu'on avait discuté de la question de la création de l'Union européenne et de l'euro ? Est-ce comparable ?

William : Parce qu'en fait, en 1990 les argumentaires que vous entendez aujourd'hui se faisaient aussi à l'époque de l'introduction de l'euro. Je veux retourner sur la question de la Banque de développement des BRICS, que vous avez évoquée tout à l'heure, la notion de remplacer la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Cela veut dire quoi ?

La Banque mondiale a pour mission de faciliter l'investissement dans le développement, de financer des travaux d'infrastructures. A été additionné le développement économique. Le Fonds monétaire international, c'est comme une banque centrale internationale. Il veut assurer la stabilité de la monnaie et l'harmonisation des relations d'échange, les rapports commerciaux entre pays membres. Payer là où il faut se payer et négocier là il faut négocier.

Serge : Oui, mais c'est précisément ce qu'on reproche souvent au FMI, en particulier, c'est que les conditions qu'il pose pour accorder des prêts sont souvent extravagantes, et on accuse souvent les dirigeants d'ingérence dans les affaires intérieures des pays en exigeant des réformes structurelles, etc. etc. Chose que, précisément, cette nouvelle banque a juré de ne jamais faire. Leurs condi-

tions, disent-ils, seront moins drastiques que celles du FMI.

William : La question fondamentale reste et demeure celle relative à l'opposition de systèmes économiques, le FMI et la Banque mondiale étant des organes qui défendent les objectifs néolibéraux. Donc, il ne faut pas s'attendre à ce que ces institutions se comportent différemment. Leurs gestionnaires sont convaincus qu'ils ont raison et que tout le reste du monde a tort. Pour eux, la théorie économique qu'ils mettent en œuvre est la bonne. On va arriver à un point où se produiront des ruptures, des conflits. Souhaitons que la profondeur de celles-ci ne cause pas de schisme et fasse déclencher des guerres sans fins ou catastrophiques.

Entre la Banque mondiale, le FMI, la Banque des BRICS, il est opportun de comparer les idéologies qui inspirent chacune de ces institutions, au lieu de confronter celles-ci entre elles, voilà où doit se situer le débat. Les idéologies déterminent le fonctionnement des institutions que les gouvernements vont construire. À cet égard, libre à chacun d'avoir ses opinions. D'ailleurs, la Banque mondiale appartient aux 187 pays membres de cette institution mondiale, dont certains sont également des partenaires dans le système BRICS.

Mais on ne doit jamais oublier le rôle de la Banque mondiale. Elle octroie des prêts, mais qui sont syndiqués et titrisés, c'est-à-dire divisés en petites tranches, qui sont vendues sur le marché international du capital. Dans le cadre de ses attributions, la BM lève les fonds nécessaires à remplir ses responsabilités de banque. Aussi facilite-t-elle la satisfaction de son mandat. Donc, la banque que les BRICS ont créée va-t-elle fonctionner différemment ? Va-t-elle

émettre des obligations et payer des intérêts à ses obligataires, à l'instar de la Banque mondiale ? Et quid de la titrisation ?

D'une manière générale, les prêts sont assortis de conditions, dont la première consiste à les repayer. Il est donc nécessaire d'avoir des sources de revenus stables et fiables pouvant supporter l'amortissement des capitaux et intérêts réunis, généralement, sous forme d'échéances. C'est une donnée fondamentale comptable. Car toute sortie de fonds en exige des entrées pour payer la dette.

Serge : Maintenant, leurs conditions peuvent être plus souples, qu'ils vont proposer pour rester égaux à ce qu'ils se proposent de faire.

William : Mais, fondamentalement, ils doivent expliciter tout ce qui entre dans le protocole établi pour repayer les prêts. Seront-ils investis dans les industries, pour faciliter la croissance économique et permettre à l'État d'avoir des revenus en imposant les sociétés, les citoyens morales et physiques aussi, pour financer son budget et payer ses dettes. Une des provisions insérées dans le système, et que les gens n'évoquent pas souvent, est le suivant : Le gouvernement américain, par exemple, procède au préfinancement de son budget. Il le fait à partir d'émissions d'obligations. Ces-ci sont détenues par plusieurs banques centrales d'autres pays, ou bien placées dans des plans de pension, ou encore des banques privées, etc.

En dehors de cette relation, ce mécanisme de financement, vous devez vous rendre compte que États-Unis auraient été obligés d'avoir un taux d'imposition très élevé. Dans de tels cas, les prêts, qui sont accordés sur le marché les obligations permettent à ce que, aux États-Unis, le taux de taxation, d'imposition, à tous les niveaux, soient plus bas que dans d'autres pays industrialisés. Plusieurs fois, nous avons évoqué les pays nordiques, où le taux d'imposition parfois atteint le seuil de 50 % des revenus nets de crédit et de déduction d'impôts. Ces pays ne sont pas des puissances hégémoniques. Leur monnaie ne joue pas un rôle aussi important que le dollar, sur le marché international. Ils ne possèdent pas, comme les USA, de bases militaires dans 187 pays.

Aux États-Unis, donc, le Budget est financé à partir des activités productives, notamment la taxation et l'imposition des citoyens. Signalons qu'à l'avènement de l'euro, plusieurs personnes par-

laient de cette monnaie comme un défi au dollar américain.

Serge : En effet, on s'attendait à voir l'euro remplacer le dollar !

William : Depuis l'arrivée de l'euro il y a eu effectivement une diminution dans les règlements en dollars.

Le schéma suivant le montre :

Il y a eu une chute en dents de scies, dans le volume de transactions libellées en dollars. C'est, au début, vous voyez la ligne rouge. Les lignes rouges et bleues sont les règlements en dollar américain et en euro

Vous voyez que, petit à petit, les transactions se convergent. Mais ça ne veut pas dire que le dollar a disparu. Ce que je dis souvent si vous consultez le tableau suivant, depuis l'arrivée de l'euro, il y a eu une augmentation dans le volume de règlements qui ont eu lieu à travers le monde. Le niveau des affaires, pour les transactions négociées, est passé, de 1990, de 6 à 7 milliards, en 1990, pour atteindre les 30 milliards en 2022, à 6 à 7 milliards les transactions libellées en dollars américains. Alors 90 % du marché, soit 5,5 à 7,5 milliards se négociait en dollars. Au cours actuel de 30 milliards de dollars américains à 60 % du marché, soit 18 milliards représentent la part du marché libellée en dollars.

Serge : De 6 à 30 milliards en combien en combien d'années ?

William : À peu près 30 ans. Comme je le dis souvent, l'euro a élargi le marché. Je pense que ce sera de même pour la monnaie des BRICS, lorsqu'elle sera introduite.

Serge : Donc, pas de menace comme William le dit, il y a beaucoup plus de commerce à faire ; il y a beaucoup plus de possibilités de croissance. Donc je souhaite que les gens prennent du recul avant de se prononcer et dire n'importe quoi. Ils doivent consulter les données. Les données sont disponibles. Il faut les analyser calmement, afin de prendre des décisions qui vailent. Alors les discussions de salon seront plus informées.

Mais, si je vous ai bien compris, William Savary, vous êtes de ceux, relativement peu nombreux d'ailleurs, qui pensent que, au lieu que les BRICS deviennent des concurrents directs du dollar, et tout l'Occident, leur présence sera plutôt favorable aux affaires ; plus de commerce et d'échanges

internationaux. Donc, au lieu d'annuler le dollar, il y aura plutôt une augmentation dans les affaires.

William : Absolument ! Et la preuve est dans le volume des transactions, de 1990 à 2022.

La preuve est là, avec l'arrivée de l'euro.

Serge : William, de la même manière qu'au départ, l'euro avait pour ambition de remplacer le dollar, on ne peut pas, non plus, reprocher au BRICS d'avoir cette même ambition et de ne pas tenir compte de l'histoire de l'euro face au dollar.

William : Je suis certain qu'il y a eu beaucoup de coquilles. Avec l'arrivée de l'euro, ils devaient considérer le fonctionnement du marché à terme ; il y avait les questions d'arbitrage qu'il fallait négocier, la question des bons du Trésor, qu'il fallait négocier. Ceci a pris du temps, donc il faut vraiment accorder le délai nécessaire à toute institution nouvelle, de façon à ce que leurs géniteurs puissent apporter les solutions aux coquilles qui seront identifiées petit à petit. Ça va prendre du temps. ce n'est pas du jour au lendemain que le système va finir de s'installer et de s'imposer.

Serge : Bon, William, malheureusement le temps passe vite !

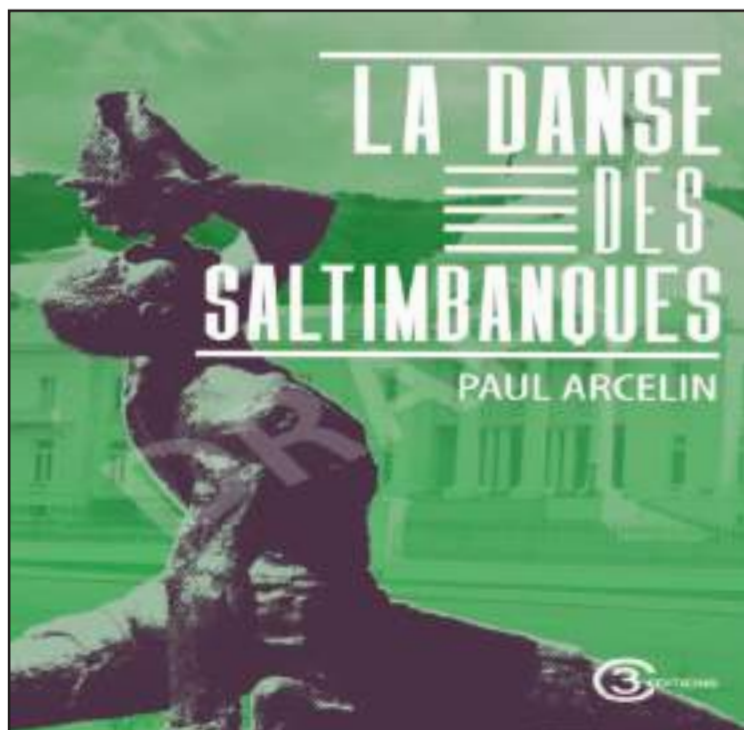
William : Rapidement, les opinions minoritaires, que je tiens souvent, deviennent majoritaires, après un mois, après six mois...

Serge : Merci de ce rappel ! Malheureusement, mais je crois que la leçon essentielle, qu'il faut retenir,

Ce n'est pas de paniquer. Les BRICS font ce qu'ils ont à faire, mais tout ça va s'additionner et créer de la richesse pour l'ensemble du monde. Je crois que c'est ça la grande leçon qu'il faut retenir de la démonstration que vous avez faite, des richesses, qui sont créées. Magnifique et bien merci, William.

William Savary : Merci de vous être mis à notre disposition pour aborder cette question épineuse des BRICS, qui ont fait l'actualité, et qui ont continué, d'ailleurs, à la dominer, jusqu'au 1er janvier 2024, avec l'arrivée de six nouveaux pays, qui vont venir s'agglutiner autour des BRICS originaux : Brésil, Russie Inde, Chine et Afrique du Sud.

Serge : Merci, William Savary et à très bientôt pour de nouveaux débats.



Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Lè pèp pran devan, gwo chèf eseye mache prese !

Sitiyasyon peyi Dayiti pran youn lòt dimansyon depi dat 15 septanm ki sot pase a, lè prezidan Repiblik dominikèn nan, Luis Abinader, te fèmen fwontyè ant 2 peyi yo ki sou menm zile Ayiti a, ke Domini ken yo rele Ispanyola. Anplis de sa, li te fè sispenn tout vòl avyon ak tout deplasman pa bato ant 2 peyi yo. Kivedi, ni

Kannal sa Ayisyen yo rekòmanse a se pre mye a depi tout tan. Men Pre zi dan Abinader di sa pa ka fèt, pas ke sa pral lakòz twòp dlo pran nan rivyè a al jwenn Ayiti. Sa pral youn dezavantaj pou kiltivatè peyil.

Jan nou tande l la, nan defann dwa sitwayen lakay li, prezidan dominiken an fè gwo demonstrasyon, epi l di li p ap



Aryèl Anri ak sekretè Deta ameriken an epi minis Afe etranje Kenya a nan Nasyon Zini.

pa tè, ni nan syèl ak nan lan mè, prezidan an te frappe pye l atè, li di pa gen sa pyès. Epi li deplwaye youn bann twoup lame sou zòn fwontyè a, kòm si l pare pou batay.

Kòm nou konnen, se reya ksyon prezidan dominiken an kont youn travay kannal ki te re prann, apre li te sispenn de pi nan lane 2021. Se sou Prezidan Jove nel Moïse (Jov nel Moyiz), sa te kòmanse, men travay la te rete apre ansasinay prezidan ayisyen an. Vwa la ke youn gwoup Ayi syen te vin rekòmanse travay la, pou pran dlo nan gwo rivyè yo rele Masak la, pou wouze tè nan plenn Maribarou, kote ki gen youn bann kawo tè pou lagrikilti, anwo nan depatman Nòdès.

Fò m di nou tou ke rivyè sa a sèvi kòm fwontyè ant 2 peyi yo pou youn bon distans nan 47 kilomèt l ap kanale desann jouk li tonbe nan lanmè Atlantik. Selon akò ki te siyen depi nan dat 20 fevriye 1929, tou 2 peyi yo, Ayiti ak Repiblik Dominikèn, gen dwa sèvi ak dlo nan rivyè a, selon nesosite yo genyen. Antouka, Do mini ken gentan fè 11 priz, sètadi 11 kannal ki konekte ak Rivyè Masak la, pou wouze tè nan peyi yo e fè sa yo vle ak dlo a.

fè bak toutotan travay kannal ann Ayiti a pa sispenn.

Kesyon fèmen fwontyè, koupe kominikasyon ak Ayiti, se youn kouto 2 bò

Semèn pase a, nou te te ekri pou n di desizyon prezidan dominiken an se tankou youn kouto 2 bò, osnon kouto 2 tran chan. Ann Ayiti, yo konn di « *Kouto fanmasi !* » Se pa Ayi syen sèlman ki pral blese nan kesyon an. Okon trè, Do miniken ka soufri plis pa se Ayi syen, paske konmès ant 2 peyi yo anfavè Dominiken plis pa se 10 milyon fwa. Chif yo di sa byen klè. Pandan ke ekspòtasyon Dominiken ann Ayiti pou lane 2022 a te mon te youn milya dola ameriken, osnon youn bilyon, jan yo di ann an gle, ekspòtasyon Ayiti al nan peyi vwazen an te sèlman pou 11 milyon dola. Pou n konprann diferans lan byen se mil (1000) milyon ki fè youn milya, osnon youn bi lyon. Reflechi byen sou sa.

Èske se pa pèp dominiken an ki pral pi sibi nan kesyon fèmen fwontyè epi koupe tout kominikasyon ak Ayiti a? Antouka, depi sou premye jou a, Dominiken kòmanse pèdi plis pase 3 milyon dola chak jou nan fè konmès ak Ayiti. Se pou

tèt sa, konmès kontinye ap fèt nan plizyè lòt pwèn, nan 31 ki genyen ant 2 peyi yo, apa de 4 gwo travès ofisyèl yo kote la me deplwaye. Nou te bay tout enfòmasyon, an detay, sou travès ofisyèl yo semèn pase a.

Sa k pi bèl la, men Domini ken kòmanse ap fè manifestasyon pou di yo pa nan lagè ak Ayi ti, yo pa bezwen antre nan okenn lagè ak Ayiti. Fòk bagay yo chan je. Semèn pase a, nou te rapòte ke se sa ansyen prezidan dominiken an, Leo nel Fernan dez, te di. Men kounnye a se sitwayen do miniken ki pran lari.

Antouka, kòm pati politik an syen prezidan Fernandez la rele « *Fuerza del Pueblo* » (Fòs Pèp la), sanble ke pèp la te tande me saj li a. Epi yo pase alaksyon. Si tiyasyon nou wè k ap devlope a pa dous pou Luis Abinader, ki sanse pral nan eleksyon lane pwo chèn, pou repedale kòm kandida pou youn lòt 4 lane.

Epi chèf ann Ayiti eseye mache prese pou pèp la pa vire do ba yo!

Pandan ke an Repiblik Domini ken, pèp la tande sa chèf yo di, ann Ayiti, kote pa vrèman gen chèf, swa-dizan chèf oblije ap kouri prese prese pou re pete sa pèp ap di, dekwa pou yo pa pèdi tout ti rès pouvwa yo genyen an. Asireman, nou tande ke Premye minis defakto Ayiti a, Ariel Hen ry (Aryèl Anri) fè dekarasyon nan dis-



Nan aeropo a, Aryèl Anri ap fè bilan vwajaj li Nouyok.

kou li te bay, vandredi ki sot pase a, 22 septanm, nan Nasyon Zini (ONU) devan Asanble jeneral la. Msye di se « *Dwa souvren Pèp Ayisyen an pou l pran dlo nan Rivyè Masak la* ». Apali papa! Vwa la ke plis pase 2 se mèn pita apre ke gwo deblozay la te pe te, swadizan gwo chèf Ayiti a oblije mete l opa.

Gen mounn ki mande sa k fè doktè a oblije depale kon sa? Es kize m si m pa t bay msye tit li anvan sa. Wi, msye

se youn medsen, chirijyen menm, ekspè ki fò nan opere mounn ki malad. Men sanble li menm tou, li bezwen youn operasyon nan sèvel tè li, paske jan l ap opere ann Ayiti a, sa p ap bèl pou li.

Antouka, fwa sa a li kouri pa le pandan l nan gwo wounblean ONU an, paske msye santi jan si tiyasyon an ap devlope ann Ayiti kounnye, li ka enposib pou li pou l tounen met pye lakay si l pa pran youn pozisyon menm jan ak pozisyon pèp la.

Pandan li montre kòm si l kanpe menm bò ak pèp la, menm si se an reta, men youn lòt dosye pran lari ki frappe l



Aryèl Anri rankontre prezidan Kenya a, William Ruto nan Nouyok.

san rezèv. Fwa sa a se ofisyèl Ayisyano-Ameri ken ki denonse kesyon twoup pe yi etranje msye mande nan menm diskou l nan Asanble jeneral la, pou sove pèp ayisyen anba grif gang, men ki pral ede l

tèt youn bann lòt gang, nan youn manifestasyon ke yo te rele « *Viv An sanm* », pou yo api ye sa gwoup Wanament lan ap fè nan kesyon kannal la. Anmenm tan, Babekyou te mande pou mo bilizasyon fèt kont Premye de fakto a. Fòk yo met msye atè. Jan nou wè l la, bagay yo pa manke mongonmen bò lakay la. Paske sanble nou ta ka soti anba Aryèl Anri pou n tonbe anba youn gouvènman sou kontwòl gang. Nan sikonstans sa a, se pawòl ki anlè, nan premye paj journal *Haïti-Observateur* a, k ap akonpli: « *Lè manke gid, pèp la gaye !* »

Youn gwo manman penba òganizasyon ayisyano-ameriken lage atè

La tou, nou vin tonbe sou youn lèt enpòtan fopaplis ke 2 òganizasyon, ki souche nan peyi Etazini, voye bay Prezidan Joseph Bi den, nan Wa chintonn, ansanm ak Sekretè Deta ameriken an, Anto ny Blinken. Se sou kesyon twoup etranje ki sanse rantre ann Ayiti pou vin regle kesyon gang nan, epi met lapè nan peyi a, dekwa pou bonjan eleksyon ka fèt, pou n vin tounen nan youn sitiyaasyon nòmral.

Se Ayisyen ki pran nasyon-alite ameriken epi ki pase nan eleksyon nan plizyè eta, menm nan kapital Etazini an, ki gen youn òganizasyon ki gen non an gle, *NHAEON* (National Hai tian American Elect ed Officials Net work) avèk « *FANM in AC TION* » ki nan Miami, ki siyen lèt la. Se Char nette Frederic, prezidan *NHAEON*, ki siyen, ak Mar leine Bastien, direktè egzekitif *FANM in ACTION*.

Nan 3 paj, yo detaye tou sa k ap pase mal ann Ayiti, epi yo rann Premye minis la responsab. Ala papòt yo bay re zon pou lèt yo a, ke n ap tradui an

Ale nan paj 14

HAPPENINGS!

Continued from page 1

the glare of the United Nations missions in the country since 2004, and in cahoots with Haitian leadership that set up a culture of corruption and impunity, intent on holding to power for as long as possible, if not for life.

Apparently, the U.S. administration appears on the verge of getting troops to Haiti, following the request in October of last year, by the de facto Prime Minister, Dr. Ariel Henry, for foreign intervention to help him face the challenge of the gangs that, according to official reports, control nearly 80% of the capital and its surroundings, while extending their reach to other parts of the country.

We'll never tire of pointing out that since July 20, 2021, when Dr. Henry, a neurosurgeon-turned-politician, was named to his post by the CORE Group syndicate of Western ambassadors in Port-au-Prince, he hasn't lifted a finger against the gangs that have occupied Martissant since June 1st 2021, even before the assassination of the de facto President Jovenel Moïse, in the wee hours of July 7, in the bedroom of his highly secured residence in the secluded neighborhood of Pèlerin 5, in the hills above Pétion-Ville, the upscale suburb of Port-au-Prince.

To be noted, the gangs had chased out some 20,000 from their homes to assume control of Martissant. That southern suburb of Port-au-Prince, on National Route No. 2, is the gateway to Haiti's Greater Southern region with four of the country's 10 departments, as the mini states are called. Thus, normal traffic to the Greater South has been impeded for more than two years. And Dr. Henry, meekly, has accepted to rule Haiti, in collaboration with the gangs that kept expanding their reach until they isolated the capital from the Greater North also, by establishing their headquarters a few miles north of Port-au-Prince, in Canaan, on National Route No. 1. They completed their action by also establishing a post in the Croix-des-Bouquets suburb of the capital, on National Route No.3, leading to Haiti's North Central re-

gion, as well as linking the capital to the border with the Dominican Republic.

By adhering to the request of Haiti's de facto Head of government to come to his rescue from the gangs, the United States and other states considered "friends of Haiti," are perpetuating the rule of a cunning power-hungry individual, who is part of the problem he engineered.

We suspect that a foreign intervention would be applauded by the Dominican president who's been at the forefront, calling for it for more than a year. Weren't Dominicans afraid of Haitian Voodoo power, he would have undertaken the intervention himself. Now that Spain, a mentor country to the Dominican Republic, has accepted to join the intervention force that Kenya offered to send to Haiti, the Dominican president must feel on top of the world. By the way, at the margins of the UN General Assembly, he met with William Ruto, Kenya's president. It's not known what they discussed. The U.S. must feel some satisfaction also, because some Caribbean countries, such as Aruba and Barbuda, the Bahamas and Jamaica, have offered to join the force, under Kenya's leadership, giving the intervention a tint of Africanism, unlike previous foreign interventions during the past two decades when they were overwhelmingly White and Asian.

Haitians against foreign intervention

Whereas Haitians feel overwhelmed by the gangs that sow death and desolation in the land, most don't want a foreign occupation that will perpetuate the rule of Ariel Henry, considered part of the multifaceted crisis the country faces. A group of Haitian American elected officials has clearly spelled out why a foreign intervention would be counterproductive in bringing peace and security to Haiti.

We take the liberty of quoting some excerpts from an "Open Letter" of the National Haitian American Elected Officials Network (NHAEON), allied to Miami-based FANM in ACTION, to U.S. President Joseph Biden and Secretary of

State Antony Blinken, dated September 22, 2023.

At the outset, the letter states: *"The National Haitian American Elected Officials Network (NHAEON) and FANM in ACTION write to strongly oppose your Administration's proposed international military intervention in Haiti. Any military intervention supporting Haiti's corrupt, repressive, unelected regime will likely exacerbate the current political crisis to a catastrophic one. It will further entrench the regime, deepening Haiti's migration pressure. If the U.S. is genuinely interested in stabilizing the political situation to avoid a catastrophic humanitarian crisis in Haiti, it will start by ceasing to prop up the corrupt government and allow the emergence of a consensus transitional government with the legitimacy to decide how the international community can contribute."*

Their assessment is based on incontrovertible facts that are spelled out: *"The current unconstitutional de-facto government, led by Prime Minister Ariel Henry, has been ineffective and inept in governing and providing basic security to protect vulnerable Haitians. This regime has dismantled Haiti's democratic structures while facilitating and conceding control of the country to many gang leaders. The PHTK governments did not run a fair or timely election. They have created a prevalent culture of corruption that deprives the government of the necessary funds to support the Haiti National Police and provide basic government services to the Haitian population."*

At least 21 Haitian officials linked to the PHTK Party face international sanctions for corruption or ongoing gang violence in Haiti. Harvard Law School and several Haitian human rights groups concluded in their 2021 study that many Haitian government officials have colluded with allied gangs to attack opposition neighborhoods, and their constant attacks have contributed significantly to widespread and politically motivated gang violence that constitutes crimes against humanity. For example, many gangs are currently operating in Haiti and

controlling the country with the support of PHTK officials. The gang operations have displaced over 150,000 people due to their constant violence. PHTK corruption has looted Haiti's entire economy: inflation has exceeded 20% for three years, and over half of all Haitians face hunger, including over 100,000 children facing severe malnutrition. As a result, many capable and vulnerable Haitians are fleeing the country to avoid political persecution."

They make known that they're not alone in opposing foreign intervention to prop up an incompetent but ruthless aspiring dictator. Read on:

"A letter from at least 60 Haitian organizations and individuals to the African Union urges the rejection of the de-facto regime's call for assistance from the international community to send foreign forces to Haiti. Many Haitians oppose any foreign intervention, and such a proposal is unlikely to gain any popular support to pursue gangs entrenched in neighborhoods, affiliated with the de-facto regime. They will likely engage in significant fire fights in hostile, densely packed urban neighborhoods, leading to significant civilian casualties."

More is said, their arguments faultless. We turn to their conclusion, which succinctly outline their concern as they remind the authorities their main points:

"In summary, these are the actions for your administration:

*"*No military intervention and/or UN-led mission in Haiti*

*"*Withdraw support for the De Facto Dr. Ariel Henry Regime*

*"*Support the Establishment of a Legitimate Transitional Government*

*"*Block and investigate arms shipments to Haiti."*

Nothing to be added to such a plea by daughters and sons of Haiti who have adopted a new land, but still feel attachment to their motherland, in danger of losing its sovereignty in what appears to be a well-conceived international plot.

Dominican President Luis Abinader in his offensive against Haitians

The other issue which has galvanized Haitians, whose patri-

otism recalls the feat of their ancestors against slavery two centuries ago, has to do with the conflict regarding a water canal being constructed by the Haitians to tap water from the infamous Massacre River, previously Dajabon River, serving as border with the Dominican Republic, in Haiti's northeastern region.

As reported, on September 15, declared "International Day of Democracy" by the United Nations, since 2007, President Luis Abinader, of the Dominican Republic ordered the 246-mile border with Haiti closed. He also banned all flights and maritime service between the two countries on the second largest island in the Caribbean, second only to Cuba. He also militarized the border, especially at the four major crossings between the two states. But one reliable source told me that this would have little effect on commerce at the "31 unofficial" points where commerce takes place between citizens of the two countries. He even mentioned that last Friday, September, 22, the market at Tilory, not far from Ouanaminthe, on Haiti's side and Dajabon in the Dominican Republic, was abuzz, with Dominican merchants exchanging with their Haitian counterparts.

Mr. Abinader's action was a response to the continuation of work on a canal by Haitians to tap water from the Massacre River for agricultural use, especially for the Maribaroux plain in the northeast. Such a project would go a long way in lessening Haiti's dependence on the Dominican Republic for foodstuffs. As published by the Dominican Republic's Export and Investment Center, in 2022, Dominican exports, including food, to Haiti, its second commercial partner after the U.S., were a whopping \$1 billion, (\$1,000,000,000.00) compared to imports of \$11 million (\$11,000,000.00) from its neighbor.

President Abinader vows to keep his order in force, as long as work continues on the canal. But there's criticism, even demonstrations in his country against his actions. Following a statement by former Dominican President Leonel Fernandez that Abinader's troop deployment at the border is akin to a "declaration of war," while "we aren't at war"

Continued on page 14

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Critiquée, l'intervention militaire en Haïti se précise, attendant la décision du Conseil de sécurité

Dans une lettre adressée au président Joseph Biden et son secrétaire d'État Antony Blinken, les élus américano-haïtiens (sigle anglais NHA EON), au nombre de 54, alliés à l'organisation « FANM in ACTION », basée en Floride, ont demandé que l'administration américaine sursoit aux démarches qu'elle entreprend, en vue d'une intervention en Haïti, afin de venir à bout des gangs occupant quelque 80 % de Port-au-Prince, la capitale, et ses environs, tout en étendant leur emprise sur le reste du pays, causant la mort et la désolation dans tous les secteurs.

NHAEON a fourni des précisions pour démontrer qu'une intervention policière du Kenya avec ses mille policiers, maintenant élargie avec l'appui militaire et policier d'autres pays, ne ferait que consolider le pouvoir du Premier ministre de facto Ariel Henry, un chirurgien devenu chef suprême en Haïti, exerçant les attributions de Premier ministre et de président, grâce à ses patrons du CORE Group des ambassadeurs occidentaux, sous la houlette du Département d'État. Si l'administration Biden ne laisse pas tomber le Premier ministre de facto Henry, « on va tout droit à une catastrophe », affirme NHA EON qui, adroitement, accuse le gouvernement américain d'être responsable des armes et munitions utilisées par les gangs, en Haïti. Car, dans la conclusion de la lettre de trois pages, les élus américano-haïtiens insistent sur quatre points clés, savoir :

* « Pas d'intervention militaire que ce soit sous la houlette de l'ONU ou autre :

* « Mettre fin à tout support au régime d'Ariel Henry;

* « Support accordé à un gouvernement intérimaire légitime à établir;

* « Bloquer tout, en menant une enquête sur les exportations d'armes vers Haïti ».

Voilà, par ces demandes des élus américano-haïtiens, le gouvernement américain est accusé adroitement d'être responsable de la crise multi-dimensionnelle en Haïti, exacerbée par les bandits détenteurs d'armes et de la munitions « Made in U.S.A ».

D'autres pays rallient les interventionnistes

Entre-temps, le *Miami Herald* d'hier, mardi 26 septembre, a publié un article de Jacqueline Charles, dans lequel il est mentionné d'autres pays ayant accepté de se joindre au Kenya, qui avait fini par se laisser séduire par les autorités américaines à assumer le leadership dans l'intervention, orpheline depuis le mois d'octobre de l'année dernière quand le Premier ministre de facto haïtien

ait pas d'accusation que ce sont les Blancs maltraitant les Haïtiens. Car une intervention robuste ne se fera pas sans des morts et des blessés des deux côtés. D'ailleurs, un ancien militaire haïtien, Himmler Rebu, n'a-t-il pas suggéré que le Kenya pourvoie au budget le matériel nécessaire au transport de cadavres à rapatrier ?

Toutefois, rien n'est définitif, quant à l'intervention prônée par les États-Unis, fortement appuyée par le président

Francklyn Geffrard, sur l'Internet, donnera à réfléchir au président Luis Abinader de la République dominicaine, quant à la crise qu'il a fomentée concernant la prise d'eau des Haïtiens avec le canal sur la Rivière Massacre. Voici : « *Les pères jésuites dominicains et haïtiens estiment qu'Haïti a le droit de construire un canal sur la rivière Massacre . . .* »

Par leur prise de position, les Jésuites rejoignent bien d'autres, vaudouissants, protes-

amèrement les gangs, tandis qu'il ne s'est jamais prononcé contre les exactions des bandits armés qui font la loi et le beau temps au pays, et qui se sont répandus un peu partout, depuis la prise du pouvoir, le 20 juillet 2021 par le neurochirurgien bombardé chef suprême d'Haïti. On ne saurait oublier pas Martissant, sous le contrôle des gangs depuis le 1^{er} juin 2021. Aucune critique de sa part, ni d'action pour les déloger ! Pas un mot de sa part lorsqu'ils commettent des actes effroyables !

Voilà que lundi, avant-hier, s'exprimant, en créole, suite aux attaques des gangs à Saut d'Eau, dans le Plateau-Central, causant des morts et beaucoup de dommages, il n'a pas mâché ces mots dans son attaque verbale. Il dit : « *Jou mou pa donner kalbas ! Gang pa ka bay lapè. Gang pa ka viv an sanm, gang se ying yang, gang se diviyon. Mounn k ap soutni gang pa ka gen bonjan pwojè sosyete pou peyi. Zak malonnèt ki fèt Sodo, zak kraze brize ki fèt Kafou Fèy montre nou aklè bandi se bandi, bandi se kriminel, bandi se ansasen* ».

Traduction : « impossible de produire la Calebasse à partir du giraumont (proverbe créole insinuant qu'un changement de nature est impossible). Les gangs ne peuvent pas apporter la paix. Avec les gangs, il n'y a ni harmonie, ni entente. Les gangs, c'est la lutte continue, la division. Ceux-là qui appuient les gangs ne peuvent offrir un bon projet de société pour le pays. Leurs actions malhonnêtes à Saut d'Eau leur razzia à Carrefour Feuilles démontrent clairement qu'un bandit reste toujours un bandit. Un bandit, c'est un criminel, un assassin ».

Et nous nous empressons de demander si cela s'applique aussi à quelqu'un qui s'est déclaré lui-même « *Bandit légal* », ayant procédé à l'organisation des bandits armés, changés en gangs d'aujourd'hui, qui font la loi en Haïti, causant la mort et la désolation dans toutes les familles ? Si conversion il y a eu, est-elle totale ? Vous avez la parole, Monsieur Ariel Henry !

Pierre Quiroule II
raljo31@yahoo.com



À la Mission américaine, à NY, Ariel Henry rencontre le secrétaire d'État Blinkin.

avait supplié le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, de venir à son secours.

Bien que les autorités américaines soient avaries d'informations, le *Miami Herald* a fini par trouver les huit autres pays qui ont offert de rejoindre Antigua/Barbuda, Bahamas et la Jamaïque, sous le commandement de Kenya. Il s'agit de Belize, Guatemala, Pérou et Suriname, de cet hémisphère; l'Italie et l'Espagne, de l'Europe; la Mongolie, de l'Asie ainsi que le Sénégal, de l'Afrique.

Ceci donne une apparence internationale au projet d'intervention qui, jusqu'à date, était confiné dans la Caraïbe. Toutefois, il est question d'une majorité de pays tiers-mondistes, surtout d'ethnie noire. Une façon de contourner les critiques des interventions antérieures de l'ONU, depuis celle de la MINUSTAH (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti), en 2004. Ainsi, s'arrange-t-on pour qu'il n'y

dominicain Luis Abinader. Car, tout dépend du vote du Conseil de sécurité de l'ONU, qui compte 15 membres, dont quatre permanents disposant du pouvoir de veto. En ordre alphabétique, il s'agit de l'Angleterre, la Chine, les États-Unis, la France et la Russie. Jusqu'à présent, on n'a aucune assurance que la Chine et la Russie appuieront la résolution approuvant l'intervention prairinée par les États-Unis et l'Équateur.

Bizarrement, la Chine et la Russie, pays ordinairement opposés au bloc occidental, qui se veut démocratique, s'allient aux élus américano-haïtiens, par leur position contre un Ariel Henry, privé de légitimité et incapable de diriger les destinées d'Haïti, sans l'approbation du peuple haïtien.

BRIÈVEMENT, ICI ET LÀ . . .

*Une manchette de *RHI-NEWS*, d'un article signé

tants et autres qui ont déjà emboîté le pas dans la campagne **KPK**, (*Kannal pap kan pe*). Voir la rubrique en anglais, **HAPPENINGS**, débutant au bas de la première page où il est mentionné que le mouvement ne connaît pas de frontières, que presque tous les secteurs, sans exception de classes ou de confessions religieuses, adhèrent au KPK.

Il ne faut pas perdre l'occasion d'entamer un mouvement beaucoup plus large, savoir le « *Tèt ansanm* » pour un changement radical en Haïti, où la corruption et l'impunité se ront bannies, nous entreprendrons le salut du pays par le développement économique et éducatif de toutes les couches sociales, en adhérant au programme de la « *DÉCENTRALISATION D'HAÏTI* ».

***Ariel Henry se serait-il converti lors de son séjour à New York ?**

Voilà un Ariel Henry critiquant

On the sidelines of the UN General Assembly

During the 78th session of the General Assembly of the United Nations, scheduled for the 18 to the 26 of September, two events on the sidelines of the major show on the east side of mid-Manhattan, retained the attention of Haitians and Haitian-Americans.

On Wednesday evening, Septem

ber 20, it was an event scheduled at the Taru (Japa nese) Restaurant, adjacent to the elegant Baccarat hotel, at 28 W. 53rd Street, in Manhattan, where guests were welcomed by the organizers, Eric Saint-

Louis in the lead, and Pascal Beltchika, Gauthier Mu tombo, André Arcelin and An drew Blumen thal. Dr. Rommel Montilus, Dr. Kesler Dalmacy, Cadet Dorcéus, Economist William Savary and Nancy Pierre from 'Oui Care,' the Capsi Group with Renée and Nathaniel Ballentyne, former Prime Ministers Jean Henry Céant and Joseph Jouthe, Ambassador Paul Arcelin, Dr. Jean-Claude Com pas, Dumel Joseph, Lola Poisson, Mona Lisa Ferrari and the editors of the Haiti-Observateur, Léo Joseph

be recognized: Wyclef Jean, An drew Blumen thal, Dr. Rommel Montilus, Dr. Kesler Dalmacy, Cadet Dorcéus, Economist William Savary and Nancy Pierre from 'Oui Care,' the Capsi Group with Renée and Nathaniel Ballentyne, former Prime Ministers Jean Henry Céant and Joseph Jouthe, Ambassador Paul Arcelin, Dr. Jean-Claude Com pas, Dumel Joseph, Lola Poisson, Mona Lisa Ferrari and the editors of the Haiti-Observateur, Léo Joseph

of Wyclef and Claudinette Jean in Saddle River, along with some others who were at the New York event the night before, including the Congo Queen.

This was more like a family

Even other ethnics in the U.S. began copying the Haitians.

Not only the public benefitted from Wyclef's new status, but his parents also did, as he moved them from their modest home in East



Wyclef Jean and Eric Saint-Louis.

ber 20, it was an event scheduled at the Taru (Japa nese) Restaurant, adjacent to the elegant Baccarat hotel, at 28 W. 53rd Street, in Manhattan, where guests were welcomed by the organizers, Eric Saint-

Louis in the lead, and Pascal Beltchika, Gauthier Mu tombo, André Arcelin and An drew Blumen thal. Dr. Rommel Montilus, Dr. Kesler Dalmacy, Cadet Dorcéus, Economist William Savary and Nancy Pierre from 'Oui Care,' the Capsi Group with Renée and Nathaniel Ballentyne, former Prime Ministers Jean Henry Céant and Joseph Jouthe, Ambassador Paul Arcelin, Dr. Jean-Claude Com pas, Dumel Joseph, Lola Poisson, Mona Lisa Ferrari and the editors of the Haiti-Observateur, Léo Joseph



Ray Joseph with Wyclef and Claudinette Jean.

Louis in the lead, and Pascal Beltchika, Gauthier Mu tombo, André Arcelin and An drew Blumen thal.

Although the main guest, President Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo of the Democratic Republic of Congo, and special guest, New York's Mayor Eric Adams

ters of motherland Africa with their cousins in this Hemisphere.

Mayor Adams sent three representatives to take his place, Marie Ulysse, Sabina Michel and Lvely Paulémón, who mixed around with the other guests, chatting during the evening. Among other guests, Eric Saint-Louis asked that the following



From left to right, Wyclef Jean, Ray Joseph, Mona Lisa Ferrari, Eric Saint-Louis, restaurant owner Mr. Chung and unknown individual.



Eric Saint-Louis with Queen Diambi.

and yours truly. Peter Pouchon, the community photographer and video grapher, was all over the place.

And the Wyclef Jean event at Saddle River, N.J.

My famous "nephew" Wyclef Jean



Lovely Paulémón of the Mayor's Office.

sort of stole the show at the New York event Wednesday evening, with this one and that one asking for



In the welcoming Committee, Marie Ulysse and Sabina Michel.

a photo with him. Even I got my turn, as you will notice, when he came to chat with me for a few minutes.

But the next evening, the 21st, we found ourselves at the residence



The President of the Republic of the Congo with Quen Dambi.

affair, to which about 30 guests were invited. It was a feast where Haitian cuisine, with various dishes in display, made us salivate even before we filled our plates. And there was much more for those who wanted second or even third servings.

Then it was speech time and Wyclef had chosen three seniors that

Orange, in New Jersey, to what I call "The Cha teau Jean" in South Orange. But that can't compare with Wyclef and Claudinette's big spread in Saddle River. That's a long way from the Brooklyn projects from which the family moved to go to East Orange. Read about it in Wyclef's book, PURPOSE, AN



Wyclef Jean with Lola Poisson

he said had wisdom to share. Among the three was yours truly. On talking to me on Thursday morning, he told me, "Uncle, don't forget the harmonica." I spoke about how Wyclef and his team of the Fugees went from the *Boo ga Basement*, in East Orange, to conquer the popular music world, and how, on reaching Platinum, in 1997, and draping him-

IMMIGRANT STORY. And for my connection to the star, it's recounted in the 3rd chapter of my book, FOR WHOM THE DOGS SPY. . .? All gone were the few copies I brought with me that evening. You can get yours by contacting me at raljo31@yahoo.com

Indeed, the 78th General Assembly session of the United Na



From left to right, Mr. Bellantyne, aka Emmanuel Roy, Eric Saint-Louis and PM Jean Henry Ceant

self in the Haitian flag at the Grammy Awards on television, he unleashed a patriotic and economic revolution. Young Haitians, and the not so young everywhere, began flaunting their Haitian identity, with the flags unfurled at all occasions. And a flag industry had started.

tions, this year, allowed Haitians to shine and do their bit, thanks to Eric Saint-Louis and his team and Wyclef Jean and his own team. Congratulations, gentlemen!

RAJ
raljo31@yahoo.com

ÉDITORIAL



La crise de la Rivière Massacre : L'État haïtien doit assumer toutes ses responsabilités

La crise inutile que le président dominicain Luis Abinader a provoquée unilatéralement, autour de la relance de la construction d'un canal, sur le côté haïtien, de la Rivière Massacre, cours d'eau partagé par les deux nations se partageant la souveraineté de l'île, a suscité une crise diplomatique tout à fait inattendue. Mais la manière cavalière dont M. Abinader a lancé, ce que l'ex-président dominicain Léonel Fernandez qualifie de « déclaration de guerre », a suscité tant de passions patriotiques, quasiment universelles, en Haïti et en diaspora, que personne ne s'attarde sur les reproches à diriger en direction du Premier ministre de facto. Car son administration cala miteuse des affaires publiques est à l'origine de cette crise.

Imaginons, un instant, que d'ordre d'Ariel Henry, les travaux de construction de la prise d'eau pour irriguer les terres fertiles de la vaste plaine de Mari baroux, entamés sous l'administration de Jovenel Moïse, n'ont pas été interrompus, après son assassinat, le 7 juillet 2021! Car son successeur, choisi par le CORE Group, sous la dictée de Washington, avait les pleins pouvoirs des deux chefs de l'Exécutif réunis en un seul et même individu. D'ailleurs, il avait les coudées franches pour mener les affaires de la nation, comme bon lui semble, ses vrais patrons ne se souciant guère de ce qu'il fait, ou ne fait pas, ayant trouvé en lui l'homme qu'il faut, à la place qu'il faut, pour mener la barque nationale haïtienne, dans le sens de leurs intérêts, à ce moment précis des relations d'Haïti avec ses pays « amis ».

Un fait demeure certain, au démarrage des travaux de construction de ce canal, sous Moïse, ce dernier avait négligé de remplir les formalités nécessaires auprès des autorités dominicaines, avant de commencer l'ouvrage. Cela avait donné lieu à un cri de protestation du président Abinader, qui devait conduire à des pourparlers bilatéraux ayant débouché sur un accord entre les autorités des deux pays. Des lors, les Dominicains n'avaient plus d'objection au lancement des travaux concernant le canal haïtien sur la Rivière Massacre.

Mais, dans la meilleure tradition d'administration dans l'opacité instituée par le régime PHIKiste de Michel Joseph Martelly, Jovenel Moïse se faisant son émule parfait, on ne pouvait savoir les décisions qui ont été prises en matière de débours en faveur de cet ouvrage. Sachant que plusieurs autres projets qu'avait initiés le défunt président

étaient arrêtés, à la cloche de bois, tout comme des dizaines d'autres avaient été stoppés, sous Michel Martelly avant lui, il manque d'informations sûres, par rapport au moment où s'était arrêté le financement du canal. L'histoire semble retenir, toutefois, que le virement de fonds en faveur de cet ouvrage ait été suspendu immédiatement après la mort de Jovenel Moïse.

En tout cas, même avant de mourir, l'administration de Jovenel Moïse n'était pas en bonne santé financière. D'abord, ce président a été forcé d'abandonner son projet « Caravane du changement », qu'il menait tambour battant sur toute l'étendue de la République, faute de financement. L'État traînait pendant longtemps une dette d'arriérés de salaires au détriment des employés de l'État, en sus de se trouver dans l'impossibilité de payer sa dette énergétique envers les fournisseurs de carburants, au point d'avoir été traîné par-devant un tribunal fédéral de New York par la compagnie haïtiano-américaine « Prebble-Rich », dont Gesner Champa gne (Ti-Gès) et Charles Saint-Rémy (Kiko), tous deux beaux-frères de Martelly, sont co-proprétaires avec des citoyens américains. Jovenel Moïse, décédé, devait passer l'héritage de ces dettes à Ariel Henry, qui a dû s'astreindre à toutes sortes d'acrobaties financières pour s'acquitter de la facture énergétique du pays.

Alors que l'État maintient le train de vie élevé du chef de gouvernement, des ministres et autres hauts fonctionnaires de l'État, au lieu d'imposer des compressions budgétaires dans ces secteurs, au profit de la Police nationale, il prive l'institution des fonds nécessaires pour qu'elle s'acquitte de ses responsabilités constitutionnelles consistant à assurer la sécurité des vies et des biens. Sans aucune gêne, le gouvernement expose les policiers et les familles du pays à la merci des bandits armés, qui en font des victimes au quotidien. C'est donc ce neurochirurgien, autrement inepte et incompetent, que la communauté internationale a placé aux commandes de l'État haïtien. Ceux qui avaient des doutes à ce sujet n'ont qu'à jeter un regard sur les réactions initiales d'Ariel Henry, par rapport à l'offensive du président dominicain contre la construction du canal sur la Rivière Massacre. C'était bien le silence, sinon le flou qui prévalait. Il a fallu son séjour à New York, dans le cadre de la 78^e Assemblée générale de l'ONU, après avoir consulté ses patrons, pour donner une réponse en bonne et due forme à l'agressivité du chef d'État dominicain.

Aussi, a-t-il lancé : « Haïti réaffirme son droit souverain du peuple haïtien d'utiliser les ressources hydriques binationales, comme le fait la République Dominicaine et revendique une répartition équitable des eaux de cette rivière ». Voilà, après le silence imposé par ses relations occultes avec Abinader, il a rejoint le cri de ralliement universel, savoir « Kanal la pap kanpe » (KPK).

Et comme pour exprimer l'intention de son gouvernement, face à cette crise, il a ajouté : « Le peuple haïtien choisit la voie du dialogue et de la négociation pour régler pacifiquement le différend, dans le respect des instruments juridiques internationaux déjà signés de bonne foi entre les deux États, en 1929 et 2021 ».

Tout en félicitant cette prise de position, tard venue du Premier ministre de facto, il est aussi opportun de lui rappeler

qu'il reste encore à franchir l'étape de la prise en charge de toutes les responsabilités du gouvernement dans ce dossier.

En effet, après que le régime en place eut abandonné la construction du canal sur la Rivière Massacre, et que les démarches entreprises pour le porter à relancer les travaux, par la communauté de Ouanaminthe, eurent débouché sur le néant, celle-ci en a pris toutes les responsabilités, y compris financement, construction et gestion des travaux. Jusqu'au moment où s'écrivent ces réflexions, l'entière responsabilité de l'ouvrage et du chantier reste une initiative privée. On connaît les risques que comporte une telle situation, exposant le produit fini à tous les aléas. Voilà pourquoi il importe que l'État haïtien assume, sans plus tarder, toutes les responsabilités de cet ouvrage.

HAITI  Des nouvelles pour le monde
OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-
6235 Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
96, Avenue John Brown, 3^eme étage
Haiti du Nord, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti (St) Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H4M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valentin
13 K Avenue Faidherbe, 8^e Et. Apt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-26-10

ÉTAT-UNIS

1^{ère} classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF, pour six (6) mois
 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1^{ère} classe
 \$73.00 US, pour six (6) mois
 \$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EURO, pour six (6) mois
 125 EURO, pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

EDITORIAL



The Massacre River crisis: the Haitian State must assume all its responsibilities

The unnecessary crisis that Dominican President Luis Abinader unilaterally provoked over the revival of a canal construction on the Haitian side of the shared Massacre River has created an unexpected diplomatic crisis. But the cavalier way in which Mr. Abinader launched what former Dominican president Leonel Fernandez described as a “declaration of war” has aroused so many patriotic passions, almost universally, in Haiti and in the diaspora, that no one dwells on the reproaches that should be heaped upon the de facto Prime Minister, for his calamitous administration of public affairs. That, really, is at the root of this crisis.

Let’s imagine, for a moment, that the construction work on the water intake to irrigate the fertile lands of the vast plain of Maribaroux hadn’t been interrupted, following the assassination, on July 7, 2022, of President Jovenel Moïse, under whose administration the work had started. However, everything stopped when Ariel Henry came on board, having been chosen by the CORE Group of Western ambassadors, under the tutelage of Washington, having been given full powers as he assumed the duties of two heads of the Executive combined in one and the same individual. Indeed, he was given free rein to conduct the nation’s affairs as he sees fit. His real bosses care little about what he does or doesn’t do. They only care that they had found him to be the right man, at the right place, to steer the Haitian national vessel in the direction of their interests, especially at this moment in Haiti’s relations with its “friendly” countries.

One fatal mistake had remained to haunt us. When construction of the canal began under Moïse, he neglected to complete the necessary formalities with the Dominican authorities before starting the work. This prompted a protest from President Abinader, which led to bilateral talks, resulting in an agreement between the authorities who share sovereignty over the Caribbean-island. From then on, the Dominicans no longer had any objections for the work to start on the Haitian canal from the Massacre River.

But, in the best tradition of the opaque administration instituted by Michel Joseph Martelly’s PHTK, the Bald-Headed regime, and Jovenel Moïse following in his footsteps, there was no way of knowing what decisions had been taken in terms of disbursements for this work. Knowing that several other projects initiated by the late pres-

ident had been halted abruptly, just as dozens of others had been halted under Martelly before him, there’s no reliable information as to when funding for the canal had stopped. Based on historical record, however, one finds that transfer of funds for this project was suspended immediately after the death of Jovenel Moïse.

In any case, even before his death, Jovenel Moïse’s administration was not in good financial health. For example, for lack of funding, the president was forced to abandon his “Caravane du changement” (Caravan for Change) project which, from the beginning, was hailed throughout the nation. The State had long been in arrears with the salaries of the employees. Also, it couldn’t pay its energy debt to the fuel suppliers. This went to such a point that he was taken to court in New York by the Haitian-American company “Prebble-Rich”, co-owned by Gesner Champagne (nicknamed Ti-Gès) and Charles Saint-Rémy (nicknamed Kiko), both brothers-in-law of Michel Martelly and American citizens. Of course, a deceased Jovenel Moïse left the inheritance of these debts to Ariel Henry, who had to resort to all kinds of financial acrobatics to pay the country’s energy bill.

Meanwhile, the State has to maintain the Prime Minister in his high life style, as well as the ministers and other high-ranking State officials. Instead, budget cuts should have been imposed in these sectors, for the benefit of the National Police, which is deprived of needed funds to fulfill its constitutional responsibilities of ensuring security of life and property. Shamelessly, the government exposes the country’s police officers and their families to the mercy of armed bandits, who victimize them on a daily basis.

Imagine that this is the inept and incompetent neurosurgeon that the international community has placed at the helm of the Haitian State! Those who had any doubt about his incompetence only needs to look at Ariel Henry’s initial reactions to the Dominican president’s offensive against the construction of the canal on the Massacre River. Silence, if not vagueness, prevailed. It wasn’t until he was in New York for the 78th UN General Assembly, and after consulting his bosses, that he gave a proper response to the aggressiveness of the Dominican Head of State.

He said: “Haiti reaffirms the sovereign right of the Haitian people to use binational water resources, as does the Dominican Republic, and demands an equitable distribution of the waters of

this river.” So, after the silence imposed by his covert relations with Abinader, he has joined the universal rallying cry of “Kanal la pap kanpe” (KPK) (The work on the canal must not stop.) And as if to express his government’s intention in the face of this crisis, he added: “The Haitian people choose the path of dialogue and negotiation to peacefully settle the dispute, in compliance with the international legal instruments already signed in good faith between the two States, in 1929 and 2021.”

While we congratulate the de facto Prime Minister on this late stance, it is also appropriate to remind him that the

government has yet to assume its full responsibilities in this matter. In deed, after the rulers had abandoned the construction of the canal on the Massacre River, and steps weren’t taken to restart the work, the Ouanaminthe community took over all responsibility for financing, building and managing the work. As of writing, full responsibility for the work and the site remains with the private sector. We are well aware of the risks involved in such a situation, exposing the finished product to all sorts of hazards. That’s why it is so important for the Haitian State to assume full responsibility for this project without further delay!

HAITI OBSERVATEUR

Le mensuel qui parle la parole

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-
6235 Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

<p>Haiti</p> <p>Haiti-Observateur 98, Avenue John Brown, 3ème étage Port-au-Prince, Haiti Tél. (509) 223-0782 ou (509) 223-0785</p> <p>CANADA</p> <p>Haiti-Observateur Gerard Louis Jacques 514-321-6434 12, Hill CR, Canada 12213 Joseph Cassavant Montreal H1M2C7</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</p> <p>Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à: Jean Claude Valentin 13, K Avenue Faidherbe, 81 Rt Apt. 44 93310 Le Pré St. Germain France Tel. (33-1) 49-68-28-10</p>	<p>ÉTAT-UNIS</p> <p>1ère classe</p> <p><input type="checkbox"/> 48.00 \$ US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 90.00 \$ US, pour un (1) an</p> <p>AFRIQUE ET ASIE</p> <p><input type="checkbox"/> 553.00 FF, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1005.00 FF, pour un (1) an</p> <p>CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE</p> <p>1ère classe</p> <p><input type="checkbox"/> 73.00 US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 140.00 US, pour un (1) an</p> <p>EUROPE</p> <p><input type="checkbox"/> 73 EUROS, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 125 EUROS, pour un (1) an</p> <p>Haiti-Observateur ou mandat postal en francs français</p>
---	---

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____ State/État _____

Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire



Suite de la page 1

ale toutes les joueuses, pour avoir un effectif riche en qualités, qui permettent aux coaches d'avoir un effectif en qualité et en quantité. La Sélection ne doit pas être un caprice de racketteur pour disposer d'un temps pour relancer et recommencer à former d'autres joueuses. C'est un appel pour lancer un nouveau cycle, comme il n'y a plus de joueuses en Haïti, il faut donc tout faire pour récupérer et remettre dans le haut niveau beaucoup de jeunes espoirs, de très brillantes jeunes joueuses, ja dis convoitées et étaient sur le point de rejoindre de grands clubs d'Europe, attendant seulement d'atteindre leurs 18 ans pour signer ces contrats, et pas des moindres, avec les Réal Madrid, Atlético Madrid, Manchester City....

Ainsi, malgré le coût élevé de la vie, aux USA, rassembler les meilleures parmi les excès et les engager dans un programme de haut niveau spécial similaire à ce qui a été fait à Indiana, avec le coach américain Shek Borowsky, entre 2012 et 2017 avec l'équipe nationale féminine, lorsqu'une cinquantaine de joueuses ont été envoyées s'entraîner, plusieurs mois chaque année, pour élever le niveau du onze national féminin. Une bonne partie de ces excellentes joueuses, chassées de Camp Nous, ont l'avantage d'être très jeunes (18/19/20 ans) qui ont fait une bonne formation à Camp Nous, sont aussi déjà assez expérimentées et toutes maintiennent leur flamme pour le football; certaines des plus jeunes jouent encore au Little Women Miami FC, une équipe féminine lancée par des patriotes haïtiens en Floride et qui regroupe beaucoup de jeunes de Camp Nous ayant l'avantage de continuer leurs études. D'autres bonnes joueuses sont éparpillées à travers les USA et maintiennent la flamme pour le jeu; surtout dans des postes défensifs, pour lesquels on n'est pas bien pourvu en Europe. Une quinzaine évoluent, par-ci par-là,

en collège. En ce sens, on se doit de les encadrer, et les remettre ainsi à fonds dans le jeu. Pourquoi pas en faire un club haïtien participant à un championnat aux USA, comme Haïti l'avait fait déjà, en 2014-2015, et ainsi bâtir avec les moyens qu'il faut toutes les joueuses haïtiennes dans l'objectif de construire la Sélection haïtienne la plus forte possible. Par exemple, avec le démantèlement de toute la pépinière de Camp Nous, Haïti n'a presque plus beaucoup de joueuses de football au pays, seulement le petit groupe ayant récemment gagné la première phase des Éliminatoires U17. Il faut se rappeler, qu'à part Tabita Joseph, qui vient d'arriver à Marseille, défenseuse de métier, souvent même milieue, toutes les joueuses parties d'Haïti sont à vocation offensive, mettant Haïti à mal pour bâtir une équipe forte dans toutes ses lignes, puisque les joueuses défenseuses n'avaient pas eu le temps de partir en France, à cause de la COVID, en 2020. Donc celles, licenciées et expérimentées en France, toutes sont attaquantes. L'heure de former la Sélection, on fait appel à certaines qui vivent aux USA et qui ne suivent pas une préparation adéquate, ou ne s'entraînent pas; et puis surtout on pratique une exclusion immorale et irresponsable.

À noter qu'on appelle en sélection la Joueuse suivant quelle est proche ou non de ceux qui commandent à la tête de la FHF, pratique perverse et honteuse, qui divise des joueuses formées et qui ont vécu ensemble comme en famille. Ce faisant, des dizaines de joueuses sont ainsi victimes, après tant d'années de sacrifices dans un camp à travailler dur; mais tout aussi et encore plus victimes, c'est Haïti, son honneur, sa fierté et son prestige que Carlo Marcelin, Monique André, Ernsso Lorrence, Gisèle Sain-Hilaire, Fénelus Guerrier, Préméus Jasmin, Roosevelt Ducasse, Wilfrid Montilas, Dieuressé qui, non contents d'avoir pillé tout l'argent du foot-

ball et des championnats, mais ont aussi volé toutes les recettes des championnats nationaux, et, en plus, d'ailleurs, l'argent du football, ont reçu de fortes sommes des dealers de drogue, qui blanchissent des millions de l'argent sale à travers les structures du football.

Le sport roi a résisté longtemps à leurs assauts et persécutions, mais a finalement succombé lorsque la FIFA a abandonné le football en se laissant entraîner dans le complot des dealers et autres trafiquants et politiciens corrompus qui l'ont détruit après l'avoir aidé à grandir. Mais, brusquement, depuis trois ans, la FHF, dont le seul saint est d'ouvrir les vannes de l'argent sale, ne s'occupe plus de jeu, de drapeau national, de prestige et de respect des nobles vertus du sport, des couleurs nationales, à l'instar du pays, on vole, on ouvre tout grand la porte à l'argent sale; des joueuses, qui ont été au Mondial et à qui étaient promises des maisons, des récompenses financières aux parents; à qui le défunt président Jovenel Moïse disait « Parents, finie la misère pour vous ».

Aucun pays ne fait de tels crimes; ainsi d'autres joueuses Formées à Camp Nous, comme l'ex-capitaine Soveline Beau brun, longtemps capitaine de la Sélection, étudie et joue avec l'université de Texas, en Haïti et est « oubliée ». Il faut souligner que c'est environ une centaine d'excellentes joueuses qui, d'Haïti ont été obligées d'aller chercher la vie aux USA.; Certaines ont dû arrêter de jouer, mais beaucoup d'autres, de 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, /24 ou même 25 ans, continuent de vivre leur passion, de pratiquer, comme le font, par exemple, les deux gardiennes, Naomie et Kerly, qui habitent aux USA et qu'on a été obligé d'aller chercher en catastrophe parce qu'il y en avait plus du tout de gardiennes en Haïti. Un cas, cette sélection n'a pas de joueuses offensives de pied gauche. Or il y en a deux merveilleuses gauchères

nées, à Cité Soleil et formées à Croix des bouquets, vraiment des perles rares, « tellement ki konn jwe ».

D'abord, Rachele, 20 ans «Ti-Zo» de Aigle Brillant, qui jouait en collège, à Miami, et qui vient de s'installer à Boston. Elle est aussi bonne comme arrière latérale gauche, demie. L'autre, gauchère, Abaina Louis est une crack. Ailière gauche, géniale il se dit, jusqu'à présent, le PSG veut l'engager, car elle joue pour Essex College, et depuis Solange Maître, on n'a pas vu un talent pareil. Des joueuses éparpillées aux USA, presque toutes sont encore sur la brèche. Pour les besoins du pays, il est capital de les relancer, car aucun sacrifice n'est trop grand pour Haïti. Il suffit d'assister un match à Little Haiti de Women Soccer pour se dire, comme tous les passionnés de football, quel gaspillage! que de jeunes Haïtiennes talentueuses, remettons-les au travail!

Little Haiti Women Soccer : Des jeunes de Camp Nous : L'espoir en vie

L'autre urgence, c'est un autre cas, très grave : Camp Nous, malgré ses installations intactes, est vide. Ouvrons-le tout de suite; il faut démentir ce gros mensonge, à savoir, c'est à cause de l'insécurité que ce centre d'excellence a été fermé. Faux ! Archi-faux ! Non ! Ces assassins, après leur complot, pensaient qu'il y avait un budget, un fonds pour faire fonctionner Camp Nous à accaparer. Mais, en réalité, nous dit-on, il y avait une petite partie des frais pour payer une centaine de coaches, une trentaine de professeurs, acheter des uniformes.

Mais des moyens (nourriture, soins médicaux, médicaments, dépenses de nourriture) provenaient de dons privés, de parents, des recettes éventuelles des matches de compétitions de l'Équipe nationale senior masculine, ou de ses tournées, de donateurs ou bien

fauteurs, etc. tous admiratifs et séduits par l'excellence du programme et faisaient divers dons au Centre, tout ce mécanisme, s'est que, en réalité, les propres employés de la FHF étaient jaloux, envieux de ces jeunes garçons et filles, qui commençaient à trouver des contrats, que certains, comme Les nommés Minmin, Gisèle, Monique André, Ducasse ridiculisaient et qui changeaient leur destin, grâce au football.

Costa-Rica VS Haïti

Pourtant depuis la montée en puissance du football haïtien, dans la décennie, nos équipes jouent d'égal à égal sans distancer vraiment ce rival de poids, le meilleur d'Amérique centrale. Alors, ce début de la Gold Cup laissait un grand point d'interrogation, d'autant que Costa-Rica, lui aussi, vient d'un bon Mondial, en Océanie. Même si on a eu des résultats serrés, comme eux, sauf qu'elles aussi a réussi des buts, alors que nos joueuses, malgré des prestations serrées, dans un Groupe très relevé, laisse planer de l'inquiétude.

Et après ce Groupe

Cette Gold Cup, avec ce match du 21 septembre, se présentait comme un test crucial sur la valeur réelle des Grenadières, vu les multiples et inadmissibles négligences dans lesquelles plonge la préparation des sélections nationales. La cote en hausse, depuis le début de la décennie 2010, mais en chute libre depuis quatre ans, le football féminin continue de s'enfoncer en Haïti; et si rien n'est fait pour stopper cette descente en enfer, le football féminin bientôt ne sera qu'un souvenir, car on ne peut former des footballeuses, du jour au lendemain.

Quoiqu'on puisse dire et faire, après tous ces constats, sauf Camp Nous peut nous sauver. D'où l'urgence d'effectuer la réouverture de ce camp et proclamer la remobilisation de la communauté du football haïtien.

L'ÉLECTION POUR UN NOUVEAU COMITE EXECUTIF À LA FHF

Un passage obligé pour le football haïtien

Par Ricot Saintil

Il y a des choses qui ne peuvent plus attendre, et qui impérativement doivent s'achever. C'est le cas aujourd'hui du canal sur la Rivière Massacre. Cet ouvrage dépasse les raisons pour lesquelles il a été envisagé depuis, les récentes déclarations intempestives du président dominicain Luis Abinader relatives à la reprise des travaux par la population haïtienne. La construction du canal a pris

une autre ampleur. Elle est, aujourd'hui, une sorte d'affirmation de notre souveraineté de peu ple et de notre légitimité à utiliser les ressources naturelles qui sont sur notre territoire, dans les limites, bien sûr, fixées par la loi. D'autres choses, également, ne peuvent plus attendre et doivent être organisées pour reprendre le chemin de la légalité. C'est le cas des élections en Haïti et l'élection pour un nouveau Comité exécutif à la Fédération haïtienne de football

(FHF).

Pour la construction du canal, c'est un réveil patriotique lié aux discours racistes et haineux du premier personnage dominicain, qui s'arroge le droit d'intimer l'ordre à un pays souverain d'arrêter la construction sur ses terres d'un canal qui respecte tous les principes établis entre les deux pays et qui, en plus, servira à irriguer des terres cultivables.

Pour les élections, en Haïti, elles sont fondamentales pour un

retour à l'ordre démocratique. D'où l'impérative nécessité de créer les conditions nécessaires à leur organisation. Pour l'élection d'un nouveau comité exécutif, à la FHF, c'est une urgence de l'heure. La situation dans laquelle se retrouve le football haïtien, depuis tantôt trois ans, n'est plus tenable. Le Comité de normalisation de la FIF a montré toutes ses limites à accomplir les tâches qui lui ont été confiées. Le football haïtien ne peut plus continuer à être diri-

gé par des personnes nommées, qui sont incapables d'entamer ses grands chantiers. Seul un Comité exécutif élu aura la légitimité nécessaire pour engager le sport-roi vers des changements réels.

Il y a, en Haïti, une volonté manifeste de ceux qui occupent un poste électif à créer des conditions favorables pour ne pas respecter le délai qui leur est imparti. L'exercice démocratique, qui exige le re-

Suite en page 13



Suite de la page 12

nouvellement des dirigeants par les urnes, reste un défi de taille. Avec le temps, cette logique de conserver le pouvoir, au-delà du mandat, devient un mode de comportement, une façon de diriger. Au cours de cette décennie, le pays est traversé par cette vision rétrograde de l'État, qui se manifeste à travers les institutions. La majorité de celles-ci est caractérisée par cette logique d'action. Le milieu du sport, en Haïti, est profondément marqué par des comités exécutifs non renouvelés. Les fédérations sportives, pour la plupart, ne respectent pas les échéances. Néanmoins certaines fédérations se sont toujours distinguées en organisant régulièrement des élections. C'est le cas de la Fédération haïtienne de football. Au-delà de la perception partagée du long règne du Dr Yves Jean-Bart, à la tête de la FHF, il faut toutefois préciser que ce dernier, pour chacun

de ses mandats, a toujours été élu selon les statuts de la FHF. L'élection d'un Comité exécutif a toujours été une priorité pour lui.

Le Comité de normalisation de la FHF n'entend pas organiser l'élection pour un nouveau Comité exécutif en vue de la passation du pouvoir. Mandaté pour organiser l'élection, à la FHF, à la fin de l'année 2022, il a tout mis en œuvre pour ne pas déclencher le processus devant aboutir à l'élection. Aidé, à la vérité, par la COVID-19, les gangs, qui se maient le chaos et la complicité de l'état haïtien, il a trouvé une échappatoire pour faire proroger son mandat d'une année supplémentaire. Nous voici, une année plus tard, à deux mois de la fin de son mandat, il n'a entrepris, jusqu'ici, aucune démarche pour enclencher le processus d'élection d'un nouveau Comité. Cette fois, ils brandiront des prétextes, mais n'auront aucune excuse. Les membres de cette structure connaissent la réalité du pays, ils savent que les Haïtiens

ne se préoccupent pas de l'organisation des institutions. Donc, pour les membres du Comité de normalisation, une fois qu'ils sont là, et s'occupent de la participation des sélections dans les compétitions internationales, le reste leur importe peu. Le pire, ils ont le soutien de la FIFA, qui n'avait qu'un objectif bien précis, mettre fin au règne de l'un des derniers rescapés de la gouvernance de Sepp Blatter. Autant de fois que le comité de normalisation est en poste, Haïti ne verra plus le fond FIFAforward auquel le pays avait droit ; les clubs n'auront plus aucun droit de veto ; le football local ne reprendra plus ; Camp Nous restera toujours fermé et les chances de qualifications de nos petits Grenadiers et nos sélections seniors seront de plus en plus réduites.

L'élection au sein de la FHF, pour confier les rênes du football haïtien à un Comité exécutif élu, est non négociable. Le Comité de normalisation n'a pas les qualités

nécessaires pour remettre le football sur les rails. Qui pis est, ses membres n'ont aucune autorité à agir à cette fin. Notre propos sur la nécessité d'organiser les élections, à la FHF, n'est pas une demande formulée, laquelle puisse être déclinée par des tiers, c'est une exigence du mandat confiée à la structure de normalisation. C'est aussi une obligation institutionnelle et statutaire.

Déjà les statuts de la FHF ne prévoyaient, en aucun cas, cette situation de cas de figure, c'est la FIFA qui se donne ce plein pouvoir d'intervenir et de passer outre aux prescrits statutaires de certaines de ses associations membres. La réalité du football doit faire l'objet de débat dans toutes les sphères de la société haïtienne. Le ministère des Sports, doit se pencher sur la situation du football haïtien, non pas pour faire in-gérence, mais pour questionner et remettre en question la toute-puissance de la FIFA et les actions du Comité en fonction. Le COH, mêm

me si légalement n'a aucune autorité sur les fédérations, doit, de son côté, jeter un regard sur la situation actuelle pour mieux comprendre les rapports qui peuvent exister entre lui et les fédérations.

Enfin, la famille du football, constituée, à mon sens, de dirigeants, à tous les niveaux, des joueurs, des supporters, des journalistes et tout Haïtien qui aime le football et le pays, doivent demander des comptes aux responsables actuels et à tous ceux qui occupent une fonction dans ce pays, quelle soit publique ou privée. L'important, c'est de partir du principe que tout doit se faire au profit du pays et à cet effet, toute personne occupant un poste de responsabilité est dans l'obligation de respecter et de faire respecter les principes établis. Ainsi le Comité de normalisation se verrait obligé de respecter son mandat en organisant l'élection pour un nouveau Comité exécutif élu.

R.S.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU À PIED D'ŒUVRE Ariel Henry ignore la nature de la force militaire internationale à déployer en Haïti

Le président du Kenya sait ce qu'elle ne sera pas, mais non ce qu'elle sera

Suite de la page 5

rée autour de ce projet, qui n'a cessé de battre de l'aile, dès qu'il a été lancé, en octobre 2022, le flou persiste. En dépit du fait que, de retour au pays, après la tenue de l'Assemblée générale de l'ONU, les dernières dispositions annoncées, aient stimulé ses partisans, au point d'organiser une manifestation d'accueil à son intention, au moment où il débarquait à l'Aéroport international Toussaint Louverture, à Port-au-Prince, aucune garantie ne peut être offerte, quant à la direction du vote du Conseil de sécurité (CS). Il faut signaler aussi que la résolution que les États-Unis devaient mettre en chantier, conjointement avec l'Équateur, qui devait être soumis le 15 septembre, reste encore en souffrance. La nouvelle date de soumission fait croire que le document parviendrait au CS cette semaine.

Dans l'attente du verdict du Conseil de sécurité

Les acteurs attendent anxieusement le verdict du Conseil de sécurité, dont la décision se base, sans doute, sur des objections, qui préoccupent énormément ceux qui souhaitent ardemment que celui-ci donne son adhésion à la résolution américano-équatorienne. Les retards constatés dans les différentes démarches pourraient suggérer que les attentes des uns et des autres, nonobstant les déclarations empreintes d'optimisme, ne sont pas au rendez-vous. C'est ce qui explique que l'incertitude constatée dans les différentes déclarations, alors que ceux qui poussent à la roue, pour que les policiers kenyans atterrissent en Haïti, à la tête d'une armée de policiers internationaux, font montre d'une curieuse discrétion.

Toutes ces réticences s'expliquent, en tout premier lieu, par le fait que des pays soulèvent toujours l'argument relatif à l'illégitimité d'Ariel Henry, se donnant l'autorité de prendre des décisions qui relèvent d'un président élu. À cet égard, des États mêmes de l'hémisphère, notamment le

Premier ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, Ralph Gonsalves, ne cessent d'attirer l'attention d'autres pays sur cet aspect. Et pour cause !

Sans aucun doute, M. Gonsalves et ceux qui partagent la même sagesse qu'il affiche, ne cachent pas leur préoccupation, par rapport à l'encouragement donné à un leader illégitime à prendre des décisions réservées à des dirigeants élus, en violation de la Constitution de son pays. Car agir de la sorte équivaudrait à entraîner une action en justice, auprès de la Cour internationale, à l'encontre de tout pays accusé de tels comportements.

Mais le cas du Kenya, qui s'est jeté, tête baissée, dans cette aventure, soulève des interrogations, surtout que connaissant le bien-fondé de l'argument de Ralph Gonsalves, les États-Unis, premier pays visé par l'ONU, pour prendre charge de cette force spéciale, originellement militaire, a esquivé la proposition, avant d'inviter le Canada à le remplacer, mais qui refusé, à son tour, sans la moindre hésitation. Depuis lors, ce qui remonte à près

d'une année, aucun pays n'a voulu se porter volontaire. Jusqu'à ce que le Kenya se soit offert, au bout, on ne sait de quelles pressions directes.

Selon toute vraisemblance, des handicaps inhérents au Kenya font de lui un mauvais candidat, aux yeux de nombreux secteurs internationaux, mais, en particulier, les milieux des défenseurs des droits humains,

la Police kenyane a une très mauvaise réputation de violations des droits des citoyens kenyans. Un dossier que possède sur le bout des droits Amnistie internationale, une organisation qui siège à l'ONU. Quand on se rappelle que la brigade népalaise de l'ONU avait introduit le choléra en Haïti, ayant occasionné la contamination de 819 000 personnes, entre 2020 et 2018, en sus d'en tuer 9 700 autres, on peut avoir de sérieuses inquiétudes, par rapport à l'Ébola ayant fait son apparition au Kenya.

Au bout du compte, bluff, langue de bois et autres subterfuges de langage dans le coin, l'incertitude qui caractérise les déclarations d'Ariel Henry

s'inspire de données imprécises et incomplètes que lui transmettent ses patrons. Quand ces derniers déclarent, avant le vote du Conseil de sécurité, que le déploiement de cette force de sécurité spéciale ne pourrait aboutir que dans plusieurs mois, c'est une façon de dire « rien n'est assuré ». Dans de telles conditions, si près d'une année s'est écoulée depuis qu'Ariel Henry a adressé sa requête au secrétaire général de l'ONU, qui peut dire que cette « mission salvatrice » ne prendra pas encore un an ou même plus, pour obtenir sa feuille de route ?

L.J.



Kreyòl

Ale nan paj 14

kreyòl: “Nou pa dakò ditou ak Administrasyon an ki pwo po ze youn entèkansyon militè ann Ayiti. Nenpòt entèkansyon militè se vin bay gouvènman kòwonpi sa a sipò, youn gouvènman k ap fè represyon, ki pa pase nan kras eleksyon. Sa pral fè ba gay yo pi grav toujou, kriz po litik la pral tounen youn katas twòf. Sa pral penmèt rejim nan pran rasin pi plis, epi sa pral lakòz kriz poli tik la vin pi mal. Sa pral fè youn kantite mounn nan so syete a vin sibi plis abi, jouk y oblije pran kouri kite peyi a. Si Etazini vrèman

enterese pou met peyi a sou ray, pou sitiyasyon politik la anfòm epi anpe che youn gwo katastwòf pou tout mounn nan peyi a ki deja anba youn kriz san pa rèy, se pou, premyèman, gouvènman ameriken an sispann kanpe byen rèd dèyè gouvènman kò won pi sa a epi pèmèt youn gouvènman tranzisyon lajman laj eta bli, youn gouvènman lejitim, [sè tadi ke la majorite pèp la akspepte], ki ka deside kijan yo ta vle pou Kominote Entè nasyon la ede yo ».

Pi devan nan lèt la, **NHA EON** ak **FANM in ACTION** demonte gouvènman Aryèl Anri ak tout ekip PHTK, Tèt Kale a. Menni: « Gouvènman

enkonstitisyonèl defakto sa a ki la kounnye a, avèk Premye minis Aryèl Anri anchaj, montre li pa gen kapasite pou gouvènmen, pou fè anyen ki bon. Li pa bay sekirite pou pwoteje Ayisyen ki lage kòm si yo nan youn savann. Rejim sa a de mantle tou sa ki bon pou de mokrasi, tandis ke li fasilite sa k ap fèt pou renmèt tout peyi a bay youn bann chèf gang. Gouvènman PHTK yo pa t janm fè bon eleksyon lè pou sa te fèt. Yo met sou pye youn sistèm kò ripsyon pou vòlò lajan peyi a. Se konsa gouvènman vin pa gen la jan pou bay Polis Nasyon la si pò kilfo epi yo pa bay pèp la tout sèvis li merite ».

N ap kanpe la, men lèt la kontinye pou montre kijan si tiyasyon Ayiti a malouk anpil.

Yo site sa Inivèsite Harvard ak lòt òganizasyon k ap defann dwa mounn di sou kesyon Ayiti a. Yo mansyonnen ke gen 60 òganizasyon ayisyen ak sitwayen prive ki ekri youn lèt voye bay « **Inyon La frik** » (òganizasyon politik ki re prezante peyi afriken yo), pou mande yo pa okipe Premye minis defakto a k ap mande èd yo. Epi se konsa, n ap pase nan dènye bout lèt la kote, an kèlke mo, yo reprann sa yo mande ki pou fèt. Yo bay 4 pwen.

« **Men kisa nou mande adminastrasyon an:**

***Pa fèt pou gen okenn entèkansyon militè ann Ayiti, osnon okenn misyon sou kontwòl Nasyon Zini;**

***Rale tout sipò n ap bay rejim defakto Aryèl Anri a;**

***Bay sipò pou youn Gouvènman tranzisyon lejitim ka etabli;**

***Bloke, epi fè bonjan envestigasyon sou zam k ap sotì isit al Ayiti.”**

Mwen pa bezwen di nou plis. Gen anpil je ki louvri sou tout deblozay k ap pase ann Ayiti a. Jan sa byen eksplike, souvan se paske menm Kominote Entèkansyon sa a, avèk gouvènman ameriken an ki toujou pran devan, ki responsab pou sa k ap fèt la. Li lè, li tan pou tout ipokrizi a sispann, dekwa pou Pèp Ayisyen an ka rale youn souf! Pa gen fason nou ka konte sou chèf ki la a, avèk ekip PHTK a. Fòk bonjan netwayaj fèt. Epi nou di AMÈN! **TiRenm /Grenn Pwonmennen raljo31@yahoo.com**

HAPPENINGS!

Continued from page 7

ar and want not war,” there has been demonstrations calling for peace with Haiti by some Dominicans.

Haitians show unity in response to the affront of the Domini can President

However, the reactions of Haitians have been surprising. First of all, the people, who decided to continue work on the canal that was stopped, in 2021, following the assassination of President Jovenel Moïse, said there’s no stopping this time. And a string of delegations of Haitians, from other parts of the country, as well as from the diaspora, have been arriving in Ouanaminthe, the major town at the border where work on the canal is being undertaken. Some arrive in trucks loaded with materi-

als, such as cement and steel bars. Others bring foodstuffs and money to help the organizers of the project, including the mayor of Ouanaminthe.

Citizens from various social strata and different religious persuasion have declared their support to the canal project. We were stunned by a Voodoo religious service, led by a certain Beatrice, a Voodoo priestess, who vowed that the spirits of Jean-Jacques Dessalines, the hero of Haiti’s independence and other such patriots have summoned them to action.

And superstition got into play. Following a “Vèvè” session, during which artists sketched large drawings with Voodoo themes on the ground on the Haitian side of the border, some Dominican soldiers, on the other side, pleaded to have them erased. A train collision causing some deaths and an

airplane falling from the skies killing passengers aboard two days after the president’s orders were attributed by some Dominicans to a Haitian curse.

On Sunday, the worshippers at the Shalom Tabernacle of Glory Church, in Port-au-Prince, had a service dedicated to those on the front in Ouanaminthe. It’s reported that 250,000 gourdes was raised that day and more is promised. Based on the exchange rate of 134.53 to a U.S. dollar on September 23, this amounted to \$1,858.32. Considering that a Haitian lives on about \$2 a day, and that the churchgoers are not from high society, that was impressive. Seen in a video, a gentleman from the congregation pointed at a brand-new vehicle bought for the church that cost \$25,000 U.S., he said, which is being donated also for the project.

Meanwhile, in Miami Bishop Gregory Toussaint, of the Shekinah movement of the Tabernacle of Glory in Miami, pledged financial support to the Ouanaminthe project. Fresh from a trip in Brazil, he was seen in a video last Sunday, saying, among other things, “We have the right to build [the canal]. We have to build it properly and continue with the task until it’s finished.”

To be noted Rev. Toussaint is the one who, last July 9, organized a movement of marches in several countries

around the world, drawing tens of thousands Protestant Haitians and their friends to the streets and in churches, with the aim of raising consciousness about Haiti’s plight, with the slogan “**Souf pou Haiti**” (*Haiti should breathe*).

We could go on and on, mentioning that a civil society group is also on board. But we’ll stop with Ariel Henry himself who, while at the United Nations, joined, though rather late, those who have undertaken to continue the con-

River. Moreover, on Thursday, September 21, the *Associated Press*, reporting from Puerto Rico, stated that “*The Haitian government said on social media that the agriculture ministry is working with a group of Haitians building the canal so that it meets technical standards and ensure it would not negatively affect crops and people living in the nearby Maribaroux plain, which is under a drought.*” And AP concluded with three words attributed to the government, that

TASTE THE ISLAND Haitian Bakery & Restaurant

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

**Richard A. De Brosse
Attorney at Law**

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Frantz
Photo & Video Studio
PHONE: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BET. UNION & PALM BLVD)
FRANTZSTUDIO.COM



Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!



HOME GOING LIFE CÉLÉBRATION OF

**Patriarch
JOSEPH JACQUES KÉBREAU**
1936 -2023

At 7:16 a.m.,
Tuesday, September 19, 2023,
at Down State Medical Center.
In his 87th year, he passed away.

THE VIEWING WILL TAKE PLACE AT THE
TERROGROSSA FUNERAL HOME
ON OCTOBER 6, 2023
BETWEEN 4:00 P.M AND 8:00 P.M
2265 FLATBUSH AVE. BROOKLYN, NY 11234

FOLLOWING A MASS AT
SAINT MATTHEW'S CATHOLIC CHURCH.
ON OCTOBER 7, 2023 @ 9:00 AM
OUR BELOVED FATHER WILL BE LAID TO REST
AT PINELAWN MEMORIAL PARK

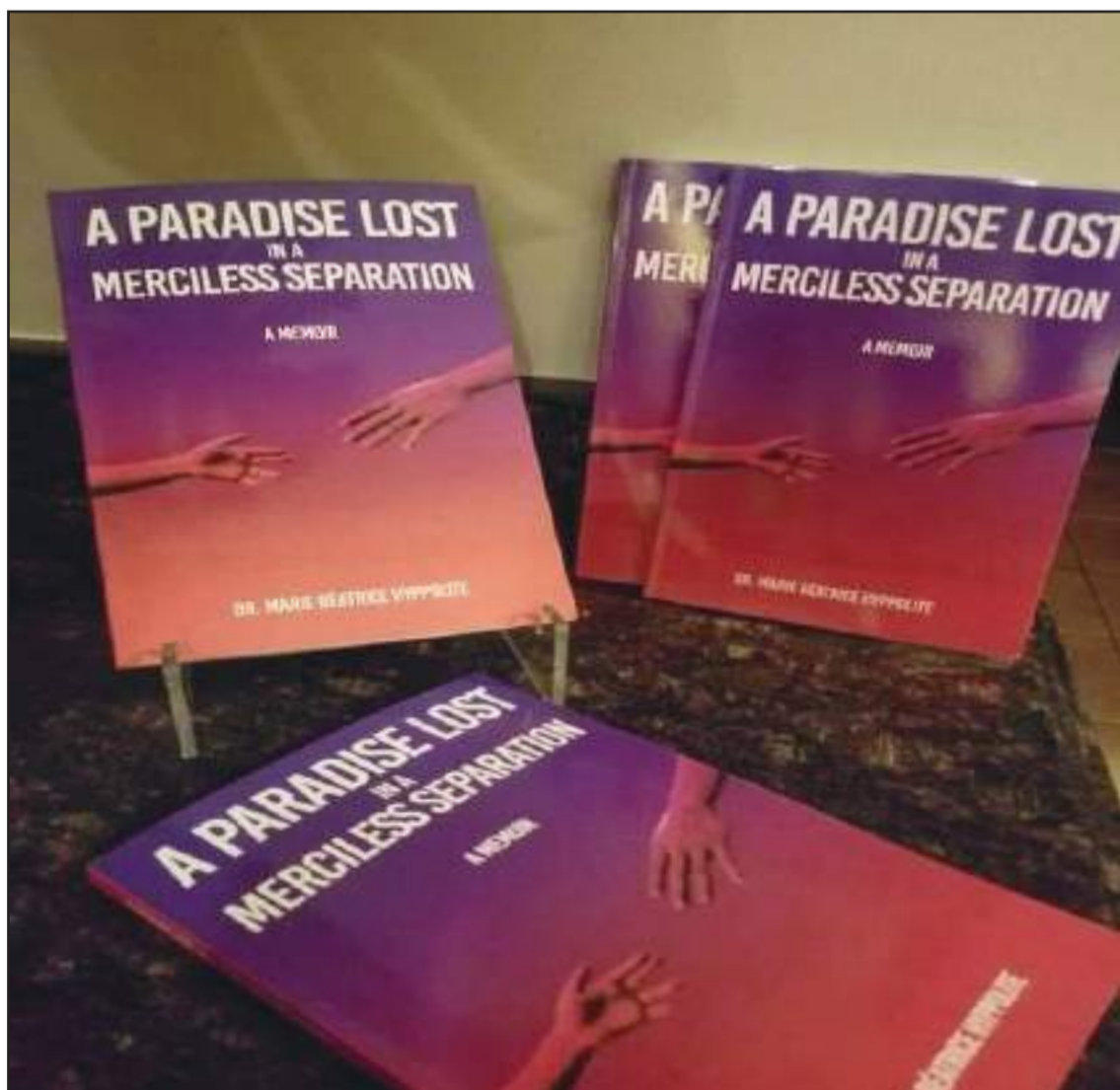
Saint Matthew's Catholic Church 1123 Eastern Pkway, Brooklyn NY	PINELAWN 2030 Willwood Ave Farmingdale, NY 11735
--	--

THE LORD GAVE AND THE LORD HAS TAKEN AWAY;
MAY THE NAME OF THE LORD BE PRAISED*
(JOB 1:21)

THE MADAM AND THE MAJOR

A docudrama unfolding: The shocking story of Haiti's first female president

We need your help in spreading this story. Any contribution or donation are immensely appreciated.





BELLE VICTOIRE MAIS POUR COMBIEN DE TEMPS ! WOMEN GOLD CUP 2024 Haïti bat Costa Rica 1-0; (mi-temps 0-0) But : Nérilia Mondésir (2e mi-temps) Stade national FELIX Sanchez : République dominicaine

Suite de la page 1

d'heure de la rencontre (de bons débuts donc dans ce match très attendu et sur lequel une grosse incertitude avait plané, quant à son déroulement avec la crise aiguë actuelle, dans les relations entre Haïti et le pays hôte.

On avait, d'ailleurs plein de doute, à cause des tensions actuelles graves avec la République dominicaine, qui interdit l'entrée de citoyens haïtiens sur son territoire, et Haïti, qui, également, a durci le ton et maintient le cap sur la construction d'un canal d'irrigation sur son territoire, malgré la mobi-

ters haïtiens bruyants, enthousiastes même, malgré ces vestiaires presque clairsemés et créant une ambiance surchauffée au Stade national Felix Sanchez.

Malgré les appréhensions créées par l'absence confirmée de la méga-star haïtienne, Corventina, pour blessure, Haïti sembla même se libérer d'une possible dépendance, par rapport à Melchie, et joua donc un match bien rempli, dominant son adversaire tout au long de la rencontre et se créant de multiples occasions de buts ; le score serré reflétant peu la physionomie d'une rencontre, que nos filles, tant dans le jeu que

tion, écartant les joueuses d'expérience pour faire de l'équipe une boutique, une agence, vendant de jeunes joueuses novices, ou des joueuses bébé, bref une sélection qui s'assimile à un commerce, et qui fait que ces joueuses, misère oblige, sont comme des esclaves au pays des droits élémentaires de la femme et de la personne.

On doit dénoncer le fait que l'équipe d'Haïti, qui se vante d'être la plus jeune au monde, alors qu'en réalité c'est un rajeunissement forcé; les joueuses, plus âgées, donc plus expérimentées, dès qu'elles donnent l'impression de poser des questions, sont bottées systématiquement hors du Groupe. Ainsi, même une Coupe du monde qui concerne le pays au plus haut point ne fait pas broncher les corrompus, qui dirigent le football haïtien, *Se kòb yap prese fè*. Ainsi, en Australie, sans aucune gêne, en Coupe du monde, sans respect pour la nation Haïti, a aligné beaucoup de joueuses de 19-20 ans, alors que, dans toutes les équipes du monde, une joueuse précoce est une exception. Le plus navrant, personne ne dit rien ! Même un journal prestigieux et historique du pays, fier de nous tous, doté d'un rédacteur sportif porte-parole des apôtres de l'argent noir. Quelle insulte !

Match agréable et plein

Haïti a joué donc un bon match, même si notre pays est loin d'avoir aligné sa meilleure équipe possible. Par exemple, en plus de la vétérane Roselord Borgella, reconvertie au milieu, mais toujours aussi juste en condition physique; deux autres des trois titulaires du milieu, Dayana P L, la plus en retrait, paraît toujours très handicapée au point de vue équilibre corporel, tant dans les duels et aussi limitée dans la récupération et incapable d'accélération par une lenteur explicable et obligée, à cause du gros handicap du bras ; également Roseline Éloissaint, par réflexe, s'est davantage positionnée plus à l'aile gauche qu'au milieu; elle devra s'étoffer aussi physiquement, car un peu juste et frêle, dans les duels. Heureusement précieuse par moment, puisqu'en bonne condition et par moment impressionnante, dans ses accélérations à droite. Enfin, Rose lord Borgella doit élever son niveau de jeu et sa condition dans la campagne de 8 ans à venir avec en ligne de mire le Mondial féminin 2031. Elle doit cesser juste de marcher !

Un match remarquable et de grands rendez-

vous à venir

Heureusement en meilleure condition avec un meilleur collectif et aussi très motivées, les Haïtiennes ont mis leur empreinte sur le jeu, dès le départ, au point d'avoir été dominatrices, manquant plusieurs fois de porter l'estocade. En ce sens, Nérilia Mondésir et l'autre Capoise Batchéba Louis parurent déjà bien affûtées pour la nouvelle saison et à 24 ans, pour la première nommée, et 26 ans pour la deuxième, paraissent au top, mettant souvent à mal l'arrière-garde Tica, qui ne surent jamais trouver la parade pour les contenir; leurs accélérations ont été irrésistibles,

en charge, toutes les joueuses internationales, car le professionnalisme du football féminin n'apporte pas assez de ressources, donc peu de moyens à une joueuse de très haut niveau pour bien se préparer; en effet, surtout en France, sauf pour Paris SG et O. Lyonnais, la plupart des joueuses reçoivent un salaire très loin du salaire minimum (SMIC), donc elles n'ont pas les ressources qu'il faut pour se soigner, payer une salle de musculation, ou même se procurer les suppléments de vitamines et de protéines nécessaires. Ainsi, les spécialistes, dans le cas du football féminin, parlent d'ail-



Les deux perles capoises, Batchéba Louis et Nérilia Mondésir ont brillé face au Costa-Rica.

lisation et la présence sur pieds de guerre de militaires lourdement armés à la frontière, entre les deux pays, tant de la partie dominicaine, qui interdit l'entrée de transporteurs haïtiens sur son territoire; une incertitude aggravée par les instructions du Ministre des Sports recommandant à la Fédération de football haïtienne (FHF) d'arrêter de programmer les rassemblements des sélections d'Haïti pour leurs matches en territoire voisin. Un ajournement du rassemblement de ce jeudi 2 septembre serait synonyme d'absence de la Sélection féminine sur la scène internationale, au fait, de tout le football haïtien pour très longtemps, avec même le risque d'une suspension totale d'Haïti. Et comme il n'y a pas de compétitions féminines nationales, depuis quatre ans, cela risquait d'être le coup mortel pour le football de notre pays, dont les pratiquantes de haut niveau ont quasiment disparu de la scène nationale, situation aggravée, certes, par la fermeture de Camp Nous.

Toujours est-il que ce match, dont le coup d'envoi s'est déroulé dans ce contexte de grande tension, n'a pas eu d'incident, en présence d'un petit noyau de suppor-

ters dans les opportunités de buts, qui furent multiples, ont dominé de la tête et des épaules. Le nouveau coach a essayé quelques innovations, certaines surprenantes, comme le placement de Roselord au milieu, alors que la forme physique, le souffle, n'est pas son fort, et de fait la « vétérane » a été peu en vue, mais a eu le mérite d'être à point nommé pour la remise finale à Nérilia sur l'unique but du match. Elle devra se secouer pour élever sa condition générale et devenir l'exemple de travail, d'engagement, pour espérer rester, faire la route, être partie de ce nouveau cycle capital qui va cumuler successivement Gold Cup 2024, Copa America 2024-25, Gold Cup 2026 et Coupe du monde 2027. Osons dire si Haïti amorce bien ces virages, il y a lieu d'espérer vivre une période faste pour le football haïtien, mais pour cela il faudra que le nouveau sélectionneur fasse montre de réalisme, de courage et d'indépendance, en sus d'éviter la lâcheté de celui qui a dilapidé le capital du football féminin du pays en recevant les dictées de racketteurs de la FHF, chefs du complot qui ont sali les noms des filles et qui gravitent toujours autour de la Sélec-



L'équipe féminine haïtienne de Little Haiti, à Miami, Women Soccer.

leurs dribbles inspirés, leur combativité laisse entrevoir qu'elles ont franchi un palier, et désormais, en pleine maturité, au point qu'il n'y a pas d'exagération de les comparer aux toutes meilleures attaquantes du monde.

Gageons que le nouveau sélectionneur trouve la bonne formule entre les deux et Corven, lors des vrais stages, désormais sérieux et dignes de noms et, si surtout, en plus, Haïti se donne le souci de profiter des fenêtres internationales FIFA pour jouer des matches amicaux de poids contre de grandes équipes européennes, quelles qu'elles soient (facile d'ailleurs) Haïti sera en mesure de s'élever au niveau des meilleurs du monde, sans complexe, des sélections de haut niveau et, surtout, arrêter les promenades de santé contre les... Malte, Moldavie, ces cendrillons trop faibles et qui ne peuvent en rien nous faire progresser. Il y a de quoi travailler en ce sens, d'autant plus que la majorité de l'effectif est déjà, soit en Europe, soit au plus aux USA. Donc facile à déplacer pour atteindre n'importe quel point du globe.

La Fédération haïtienne de football doit aussi se donner l'obligation d'assister, mais de prendre

leurs plutôt de placement et non de transfert, ce qui, en gros, veut dire que la fédération de la joueuse licenciée à l'étranger doit la soutenir par une subvention financière régulière pour qu'elle puisse prendre en charge tous ses besoins, bien se nourrir, comme tout athlète de haut niveau, ce qui n'est pas le cas des nôtres. Au contraire, « se pran yo pran, se soue ti pitans yo bay jwè ak jwèz yo » en France.; Ensuite, il faut souligner qu'Haïti est l'une des rares équipes dont les joueuses arrivent deux ou trois jours à la concentration avant les matches parce que «yo pa vle depanse kòb la », alors qu'avant Haïti était la première équipe à arriver dans la ville de la compétition, pour finaliser une bonne préparation. Nérilia Mondésir a été la grande dame de l'équipe féminine haïtienne, marquant le but victorieux.

Et puis la patrie est très au-dessus des caprices et des vices des dirigeants. Il faut respecter le drapeau national, tout faire, surtout investir d'amples moyens dans la sélection, profiter de cette richesse en joueuses, qui a coûté 10 ans de travail acharné, donc appeler dans l'équipe nationale

Suite en page 12